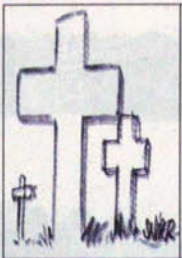




De Mozart à Tino-Rossini p. 3

Reid le mathématicien s'empêtré dans ses chiffres et nous joue un opéra de quat'sous



La santé aux États-Unis p. 7

Martin Petit montre qu'être malade aux États-Unis, c'est vraiment un sport dangereux.



Spécial faces à claques p. 10

Quelques-uns de nos pseudo-intellectuels mangent une mornifle pour leur améliorer le portrait.

Un journal indépendant 100% non subventionné

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 8 • n° 05

Février 2005

3,50\$



Voici le rétrolibéralisme

IL Y AURA BIENTÔT DEUX ANS, nous avons porté le parti libéral au pouvoir à Québec. Nous nous sommes dit: c'est la victoire du néolibéralisme, qui fait des conquêtes un peu partout dans le monde. Charest est jeune et moderne. Il est sûrement néo.

Erreur. Charest gouverne à l'ancienne. C'est le régime des petits amis, le règne du patronage. On nous ramène à l'époque du libéral Taschereau, qui a partagé avec l'Union nationale de Duplessis les années sombres de la grande noirceur, de 1921 à 1960, avec une pause sous le gouvernement Godbout, pendant la deuxième guerre mondiale.

Charest gouverne à l'ancienne. C'est le régime des petits amis, le règne du patronage.

Prenez la saga des mégahôpitaux. Le gouvernement avait choisi l'hôpital Saint-Luc comme emplacement du CHUM, mais plusieurs de ses petits amis, dans le milieu des affaires, ont décidé d'appuyer le projet de l'Université de Montréal dans la cour de triage, et ont menacé de retirer leur appui

rétrolibérale, le citoyen n'a pas d'importance. Quand on a proposé à Charest de consulter les citoyens, il a refusé net.

Dans un autre domaine, la pensée rétrolibérale n'a que faire de la laïcité dans nos régimes d'enseignement, objectif poursuivi de dures luttes depuis une quarantaine d'années. Il subsiste un nombre important d'écoles privées, certaines d'entre elles étant rattachées à une religion. Aux rétrolibéraux, qui prennent souvent l'Ontario comme modèle, on pourrait signaler que dans la province voisine, seulement 1% des revenus des écoles privées provient du gouvernement, alors qu'au Québec, cette proportion est de 43%. Nous avons du chemin à faire quant au développement de l'enseignement public.

Mais le gouvernement Charest agit dans le sens contraire. Il réduit les budgets de l'enseignement public et augmente l'endettement des étudiants. Et voilà que dans un



Ce n'est pas la même chose

TROISIÈME SEMAINE DE JANVIER, les compilations à ce jour évaluent à plus de 220 000 le nombre des victimes du raz de marée qui a déferlé le 26 décembre sur les rivages d'une dizaine de pays. Affreuse désolation. La presse pendant deux ou trois semaines ne parle plus que de cela, décrivant chaque jour les conséquences de l'événement, jusque dans le détail des tragédies individuelles qu'il a causées.

Cette guerre n'a pas de réalité tragique palpable, individuelle, domestique, qu'on montrerait par des images sur les écrans. Est-ce à cause de la censure? Est-ce le trop petit nombre de journalistes, ceux-ci risquant maintenant l'enlèvement, l'assassinat? Est-ce que les médias ne demandent ni n'attendent de copie sur la vie en Irak sous l'occupation? On fonce sur Fallouja, mais c'est comme s'il n'y avait personne. On avait pilonné Bagdad, mais était-ce un désert?

Les reporters sont partout, relevant tout, commentant, interviewant, montrant la terrible situation des survivants, orphelins, pères, mères, collectivités ruinées, difficile organisation des secours, collectes dans nombre de pays.

Les victimes, les tués, les blessés, les orphelins, les veuves, la douleur, la ruine, pas question, sauf un chiffre ici, un chiffre là. Il ne s'agit que de la guerre, de la désorganisation des cités. Les caméras ne vont pas dans les maisons, dans les intérieurs, ou si peu. Cette misère est sans visage. Cela fait bien l'affaire des dirigeants américains, lesquels sans doute veillent sur l'information.

220 000 morts. Immense tragédie. Retentissement médiatique à sa mesure.

D'un côté, le tsunami, 220 000 morts, un cataclysme décrit et commenté par les médias sans arrêt et jusque dans le détail. De l'autre, 100 000 morts, un carnage, mais regardé comme du haut des airs. Ce n'est pas la même chose, c'est très différent. La guerre d'Irak, c'est une guerre, c'est une statistique, pas un drame humain.

Mais, au fait, il y en a une autre, étouffée, d'un tragique pire encore s'il se peut, à cause de l'injustice et de la haine, et d'une envergure tout à fait comparable: la guerre d'Irak, dont on estime à 100 000 le nombre des victimes du côté «ennemi», et ce ne sont pas des soldats.

100 000 morts. Sèchement un chiffre, et qui demeure un chiffre. A ajouter aux millions d'enfants ayant péri en conséquence des conditions imposées à l'Irak pendant dix ans.

PIERRE VADEBONCEUR



financier si le gouvernement ne changeait pas d'avis. Ne sachant que faire, malgré les millions dépensés en consultations privées (n'oublions pas qu'il n'y a pas eu de consultation publique), Charest s'en remet aux conseils de deux autres petits amis, messieurs Armand Couture et Guy Saint-Pierre, qu'on ne peut guère considérer comme «experts indépendants», étant donné qu'ils ont tous deux occupé des fonctions importantes chez SNC Lavalin, firme d'ingénierie qui a déjà été consultée en privé à propos du projet grandiose de l'Université de Montréal.

geste inexplicable, rejeté à 89% dans l'opinion publique, selon un sondage, ce qui est un record, le pouvoir rétrolibéral a d'abord décidé de porter de 60 à 100% les subventions à cinq écoles privées juives. Cela ne pourrait avoir pour effet que de bétonner la mentalité de ghetto. Manifestant une inconscience étonnante, le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, cherchait à justifier la décision en prétendant qu'elle favoriserait les échanges interculturels. C'est tout le contraire. L'école laïcisée se prête beaucoup mieux que l'école religieuse aux échanges entre élèves provenant de groupes divers. Heureusement, impressionné par les 89% de rejets, Charest a retiré le projet. Peut-être qu'après tout, même aux yeux du gouvernement, l'opinion des citoyens compte parfois, s'ils sont assez nombreux...

L'affaire tourne au burlesque. Au moment où ce mandat lui est confié, Saint-Pierre se fait dorser les cuisses sur une plage floridienne. Il accepte mais reste là-bas, touchant des honoraires de 1 100 dollars par jour. Il prétend pouvoir s'acquitter de sa mission à distance. Quelle admirable confiance en soi!

Reste qu'accorder des faveurs, c'est gouverner à l'ancienne. C'est tout-à-fait rétro.

Le mot «citoyen», devenu un adjectif, est très populaire. Mais dans la pensée

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Vague de libérations conditionnelles

Le tsunami, en détruisant des prisons, a libéré plusieurs prisonniers. En Indonésie, on en recherche encore 200. Pas de nouvelles, bonne nouvelle...

LE TSUNAMI ET L'INDUSTRIE DE LA CREVETTE... DOSSIER EN PAGE 6

Tsunami du temps!!!

Selon Paul Martin, l'escouade canadienne de la DART envoyée au coût de 20 millions de dollars en mission au Sri Lanka, est une «équipe de militaires spécialement formés pour intervenir en cas de désastre». Heureusement pour elle, puisqu'arrivée avec 13 jours de retard, elle aura beaucoup de pain sur la planche.

Tsunamis et vrais amis

Patapouf offre 100 000\$ aux centaines de milliers de victimes du tsunami de l'Océan indien. Combien donne-t-il pour les deux experts qui ré-évaluent un projet d'hôpital qui, en plus, ne servira pas à améliorer la santé des plus nécessiteux? 1100\$ par jour, pour un maximum de 30 000\$ chacun. Dans le précédent comité d'experts, Daniel Johnson fils avait reçu plus de 28 000\$ pour 24 jours de travail et le beau Brian Mulroney, 15 000\$ pour 14 jours. On comprend qu'après avoir donné autant à ses tsunamis d'ici, Patapouf ne veuille pas donner aux tsunamis des autres.

Fait divers

Les Bushistes en ont profité du fait que le tsunami faisait déferler une vague de diversion massive sur l'information, pour annoncer ce qu'on savait depuis que Collin Powell a fait sa présentation idiot-visuelle devant l'ONU: les preuves étaient bidon et il n'y a jamais eu d'armes de destruction massive en Irak.

La confirmation de cette «kolossale» menterie, pompée pendant des mois par les plus hauts dirigeants du pays le plus puissant du monde afin de «justifier» le massacre par les armes de milliers de civils innocents, a été traitée par la presse en général et La Presse en particulier, comme un fait divers.

ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org




MANIFESTATION

pour
GORKA ET EDUARDO
ET TOUS LES RÉFUGIÉS POLITIQUES

5 MARS
14 HEURES

CARRÉ PHILLIPS

MÉTRO McGill



Gorka et Eduardo sont deux militants de la gauche indépendantiste basque. En Espagne, ils furent persécutés et torturés. Ils ont donc fui pensant trouver ici paix et justice. Or, l'État canadien, en exécutant la demande d'extradition de l'Espagne, s'apprête à rendre ces deux hommes aux tortionnaires espagnols. L'injustice a assez duré. Si ces deux Basques sont en prison, c'est justement parce qu'ils ont choisi de lutter pour la liberté. Ne les laissons pas tomber. Ils tentent maintenant d'être entendu en Cour suprême, c'est la dernière chance qui leur reste.

Comité de soutien aux prisonniers politiques basques
solidarite_gorka_eduardo@hotmail.com

Fine stratégie

Les comédiens songent à la grève pour obtenir d'être payés lors des répétitions (Le Devoir 22-1). Tout porte à croire qu'ils sont conseillés par les stratèges syndicaux de la SAQ.

Cul-de-SAQ

Alors que les employés de la Société des alcools du Québec sont toujours en grèves, le Wal-Mart de Saint-Hyacinthe annonce sa prochaine syndicalisation. Certains grévistes anticipent prochainement de troquer la petite bière contre les peanuts.



Bienvenue au grand Sweet Steak* : Le Couac aux Œufs d'Or

Ne reculant devant aucun concept de marketing pour assurer sa survie, Le Couac lance son nouveau concours « Gagner sans avoir rien demandé! »

Voici comment ça marche. Chaque mois, nous sélectionnerons au hasard le nom d'un ou une abonné(e) que nous publierons en nos pages. Cette personne n'aura qu'à nous appeler pour nous donner les coordonnées d'un ou une ami(e) qui sera sur le champ (je dis bien SUR LE CHAMP!) abonné(e) gratuitement au Couac pour un an! C'est-ti pas beau ça?

Alors ce mois-ci, la grande gagnante est... roulement de tambour... Mme Diane Sauvé de Montréal! Félicitation, Mme Sauvé. Nous attendons donc avec impatience votre appel (596-1017) pour que l'un de vos proches puisse enfin se délecter de l'information mordante de notre canard qui a des dents!

ET CE N'EST PAS TOUT! Euh... oui, en fait, pour l'instant, c'est tout...

* Sweepstake

PLOGUES

Autogestions espaces de liberté



Le prochain numéro de la revue Possibles porte sur un thème qui nous est cher: l'autogestion. Plusieurs couacquistes y ont contribué: Francis Dupuis-Déri traite des villages altermondialistes contre le G-8, Normand Baillargeon explicite l'économie participaliste, Marco Silvestro montre que l'autogestion est plus répandue qu'on le pense et, enfin, notre grande argentine Chantal Santerre signe avec Baillargeon la traduction d'une allégorie d'un auteur anarchiste du 19^e siècle, Edward Bellamy. Le numéro comporte six autres textes qui traitent de l'autogestion dans le monde ouvrier, dans l'économie sociale, dans le milieu coopératif, dans le milieu artistique et dans la pensée politique des intellectuels québécois. Il sera disponible en kiosque vers le 15 février.

Le 11 mars, on vous convie à venir discuter avec les auteurs du numéro lors d'un après-midi de colloque sur l'autogestion: Colloque Autogestions - Espaces de liberté, Vendredi le 11 mars 2005, dès 13h, Université de Montréal, Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, Amphithéâtre B-2325, Métro Côte-des-Neiges. Le colloque sera suivi d'un lancement vers 19h.

Le 11 mars, on vous convie à venir discuter avec les auteurs du numéro lors d'un après-midi de colloque sur l'autogestion: Colloque Autogestions - Espaces de liberté, Vendredi le 11 mars 2005, dès 13h, Université de Montréal, Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, Amphithéâtre B-2325, Métro Côte-des-Neiges. Le colloque sera suivi d'un lancement vers 19h.

Conférence sur le Thé équitable en Inde



Le Forum de l'Institut des sciences de l'environnement organise une conférence dans le cadre de son projet « Justice à l'heure du thé ». Accompagnée d'un montage audio-visuel, la conférence exposera les problèmes liés au commerce international des matières premières. En utilisant l'exemple de l'Inde, le plus important producteur mondial du thé, les réalités des travailleuses et travailleurs de plantations seront exposées, ainsi que les bénéfices du commerce équitable pour eux. Jeudi le 10 février à 16h15 au Pavillon Président-Kennedy, local PK-3210, 201 avenue du Président-Kennedy, Université de Québec à Montréal. Pour plus d'info: lotusali_7@yahoo.fr

COURRIER DES LECTEURS

Les Barbares sont vos amis

Bonjour, j'en ai marre des analyses démagogiques et racistes de Rioux. Qui occupe l'Irak? Qui a tué 100000 civils? Les États-Unis. Qui torture les prisonniers? Qui ne respecte pas les Convention de Genève? Qui tue des enfants et des femmes? Les États-Unis

Mais pour Rioux les terroristes arabes sont les pires parce qu'ils tuent quelques Occidentaux? Ils n'ont pas tués des enfants eux. Mais pour Rioux c'est la race blanche qu'ils attaquent.

Comment Le devoir peut-il tolérer un journaliste raciste comme cela? Bravo au Couac qui dénonce cette propagande haineuse. Oui il y a des terroristes mais les pires, ceux qui tuent depuis 1492, c'est les États-Unis. Lisez Howard Zinn M. Rioux et vous comprendrez que les Barbares sont vos amis.

Le Devoir se détériore de plus en plus et je pense sérieusement me désabonner.

Patrick Henein
Montreal

Un tsunami déferle sur le Québec depuis une vingtaine d'années

Les québécois, en donnant généreusement de leur argent aux victimes du tsunami, ne savent pas qu'ils contribuent à diminuer le rôle de l'état. On parle de la « caisse de générosité des québécois » comme si on ignorait que cette caisse existe et qu'elle s'appelle « impôts des particuliers ». Je constate malheureusement que l'argent envoyé à l'état sous forme d'impôt n'est pas utilisé

pour ce à quoi il devrait l'être. Il fût un temps où les impôts servaient à offrir l'éducation gratuite pour tous, un système de santé gratuit pour tous. Mais aujourd'hui l'argent de nos impôts sert à engraisser les plus riches de notre société. Je n'ai rien contre une augmentation des impôts afin de permettre une éducation gratuite pour tous et des soins de santé gratuit pour tous ainsi que des pensions de vieillesse ajustées au coût de la vie pour toutes personnes de 65 ans et plus. Mais c'est tout le contraire qui se passe depuis une vingtaine d'années au Québec autant sous la gouverne du parti québécois, de Parizeau à Landry en passant par Bouchard, que sous la gouverne du parti libéral de Patapouf Charest. En réduisant l'impôt des riches on réduit l'état au profit des affairistes. Il est plus que scandaleux de faire des campagnes pour demander des dons pour les malheureux de l'Asie du Sud-Est, par médias interposés, alors que l'argent de nos impôts est si effrontément dilapidé au profit des mieux nantis. Ces mieux nantis qui affichent leur générosité à la télé en étalant des gros chèques aux yeux des pauvres alors qu'en réalité il s'agit d'une poignée de petit change qui, de toute façon leur revienne en crédits d'impôts bien sûr. La voilà la générosité hypocrite de ces gros porcs possédants.

René Girard, dégoûté de son gouvernement

montré son mépris envers les habitants de Guindonville et sa complaisance envers le promoteur Cousineau dans l'Info du Nord (jan 05), l'hebdomadaire local: « Nous n'irons pas en expropriation avec le promoteur Sylvain Cousineau, car lorsqu'on voit ce que le tribunal a demandé pour un champ de fraises [c'est-à-dire Guindonville], c'est-à-dire 150 000\$, il y a de quoi se méfier... » Pour cet élu, la vie gâchée des gens qui habitaient derrière le champ de fraise compte pour bien peu.

En plus, le stationnement et la guérite construits sur l'emplacement de Guindonville ne donnent accès qu'à quelques pistes de ski et, preuve flagrante que le conseil municipal a fait de mauvais choix, seulement une dizaine de voitures sont visibles dans le stationnement durant les week-end. De plus, les quelques billets vendus ne justifient pas la guérite, puisque les touristes pourraient tout aussi bien se les procurer au bureau touristique. Ce qui nous prouve bien que les sept maisonnettes de M. Guindon auraient pu, pour de nombreuses années encore, accommoder bien des gens à faible revenu. Enfin, force est de constater que la municipalité de Val David ne semble pas trop pressée de construire des logements sociaux et abordables, malgré qu'un comité se soit penché sur le dossier depuis quelques temps déjà.

J-P Charce, Val David

Des nouvelles de Guindonville

Après une accalmie qui aura été de courte durée, la polémique a repris au sujet du fameux parc récréo-touristique à Val-David. Rappelons que la superficie de celui-ci a été réduite de moitié par un promoteur privé qui refuse de céder ses terrains. Le maire Dominic Asselin a

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro
Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Claude G. Charron, Clode De Guise, Francis Dupuis-Déri, Pierre Frisko, Jean-Marie Laliberté, David Ledoyen, Florian Lévesque, Bruno Marquis, Jean-François Mercure, Martin Petit, Michel Rioux, Alain Vadeboncoeur, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Charlotte Lambert, Dawn Paley, Marco Silvestro, Sniper, Richard Suicidé, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



SNIPER

explose ses dessins

cynique
mechant
pessimiste
dangereux
immoral
mais
drole...

Mars 2005
Vernissage le 1er à 18 heures!
Les Minots 3812 Saint-Laurent
gribouillages@voila.fr

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____



De Mozart à Tino-Rossini

PIERRE REID est en train de donner raison à ce vieux vicomte de Chateaubriand, qui disait des forts en maths: Ne vous en formalisez point, messieurs les mathématiciens, vous êtes nés pour le second rang...

Rarement aura-t-on vu ministre aussi nul que celui-là. Et pourtant, je témoigne que ce n'est pas du côté de l'intelligence qu'on peut trouver chez lui des lacunes. À douze ans, au séminaire où je l'ai connu à la fin des années 50, le jeune Pierre Reid était vif, intelligent, pétillant même.

Comme il venait du Saguenay, il est sûr que cela lui conférait un avantage certain, de ce point de vue...

Mais que s'est-il passé pour que se transforme ainsi en carpette sur laquelle Jean Charest s'est essuyé les pieds aller-retour dans l'histoire des subventions aux écoles privées juives?

Il s'est passé qu'il est allé en politique.

Tout lui avait souri jusque là. Il était devenu l'un des esprits scientifiques les plus respectés dans son domaine, la mathématique pure, dont il est docteur depuis 1974, ayant acquis ce titre prestigieux à l'Université de Paris XI. Plus tard, dans sa fonction de recteur de l'Université de Sherbrooke, il n'est pas exagéré de dire qu'il transcendait ses autres collègues tant son esprit d'innovation, sa hardiesse et son leadership étaient remarquables. Mais le petit Mozart s'est transformé en Tino-Rossini.

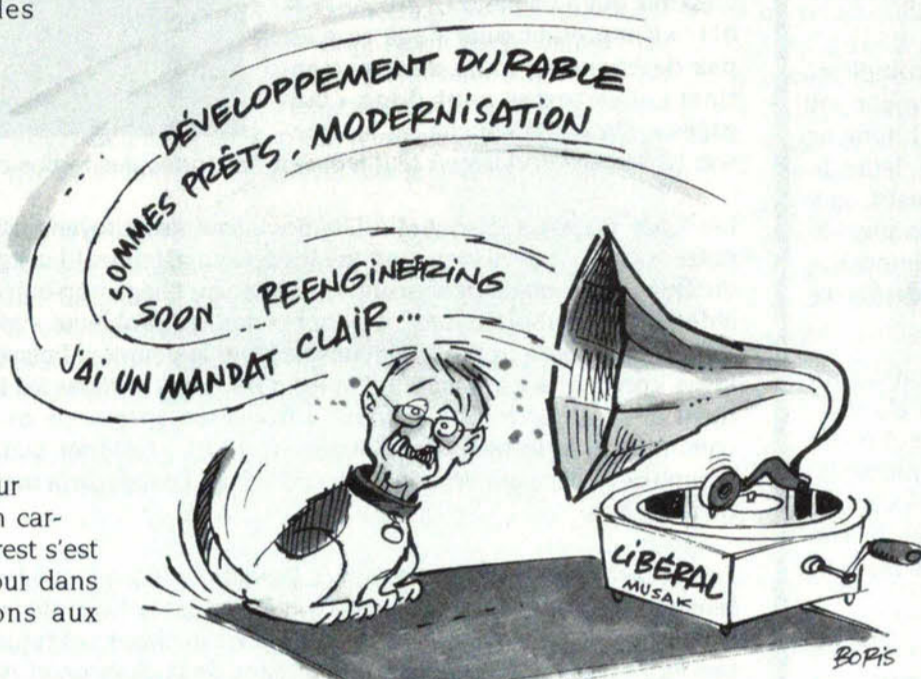
Il est allé en politique. Et dans un parti, le libéral, qui depuis longtemps confond les intérêts des copains et les siens avec ceux du Québec. Pierre Reid a tout perdu.

À commencer par la vue. Il ne voit plus rien venir, le petit. Où est le mur que je m'y garroche, semble-t-il dire avec cet air de Tintin qui n'en revient pas de ce qu'il découvre. Et les oreilles, Pierre? Il n'entend plus rien que la voix de son maître, qui lui fait faire des galipettes qui le rendent ridicule devant des millions de personnes. Et le nez? Le p'tit gars de Jonquière n'en a plus, de nez. Il ne sent plus venir le vent. Bouché, le nez de Pierre, depuis qu'il a senti la fumée de la bibliothèque de l'école Talmud Thora. Et les pieds, Pierre, les pieds? Dans les plats, systématiquement. On commence même à en manquer au ministère, de plats.

Mais c'est le dos de Pierre Reid qui semble ces jours-ci le plus magané. À force de dire oui à toutes les demandes qui lui sont faites, il ne peut plus se redresser, le dos de Pierre. Devant un tel spectacle,

aussi pitoyable, on se dit qu'il y a tout de même des limites à se conduire en bon soldat.

• T'as besoin de 103 millions \$ mon Séguin? Tiens, prends-les dans les bourses aux étudiants, c'est pas grave, y s'en rendront pas compte.



La Voix de son Maître

• Quelqu'un veut une réforme en profondeur des cégeps? J'ai une réformette dans mes tiroirs, avec des demi-diplômes pour les demi-instruits.

• Vous voulez de l'argent pour les écoles privées juives, monsieur Charest?

Vos amis du lobby juif se font pressants? Pas de problème, c'est comme si c'était fait, et ça aurait dû l'être depuis longtemps, monsieur le premier ministre. Je vous arrange ça de suite.

Comment un aussi charmant garçon en arrive-t-il à se transformer en une espèce de boutefeu imprévisible, allant jusqu'à affirmer, pathétique, qu'il n'y a rien de religieux dans les écoles privées juives? (Paraîtrait même que la communauté se serait demandé si la perte de sa religion n'était pas un prix trop cher payé pour un financement à 100 % de ses écoles... Sans doute Charest s'est-il empressé de rassurer son ami Cummings en lui disant que ce n'était qu'une joke, histoire de mieux faire passer l'affaire.)

En moins de deux ans, Pierre Reid aura connu la trajectoire d'un météorite:

parti de la plus haute estime, il aura piqué vers le bas, inexorablement, pour aller se noyer dans le bocal de poissons rouges, dont il n'est pas à la première victime. Ni la dernière d'ailleurs.

MICHEL RIOUX

Ça sent le lait « caillé » chez Hydro-Québec

LE 28 DÉCEMBRE 1962, le Premier ministre du Québec Jean Lesage annonce la nationalisation de onze compagnies d'électricité. Voilà 604 millions de dollars qui venaient d'être investis afin d'assurer aux Québécois des tarifs d'électricité uniformisés à travers toute la province au coût le plus avantageux possible. L'objectif premier d'Hydro-Québec créé presque vingt ans plus tôt par le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, soit en 1944, devient réalité.

Quarante ans plus tard, qu'en est-il du mandat d'Hydro-Québec et de ses politiques? Son objectif premier est-il demeuré le même?

Quand La Presse s'emmêle

En décembre dernier, André Caillé, président d'Hydro-Québec depuis 1996, affirmait que les coûts de l'hydroélectricité devaient grimper afin « de rejoindre les prix du marché ». La citation aura beaucoup fait jaser tout autant qu'elle aura provoqué l'ire d'une bonne partie des Québécois. Venu à sa rescousse, l'éminent André Pratte qualifiait cette idée « d'excellente » dans un éditorial paru dans *La Presse* (13-12). L'économiste Pierre Fortin, voulant lui aussi prêter main-forte à ses camarades, suggéra que les sommes amassées par le gouvernement du Québec grâce à de telles hausses de tarifs, pourraient être consacrées au remboursement de la dette. Ça prenait vraiment un économiste pour penser à ça!

Toujours dans *La Presse* (15-12), Hélène Baril écrivait: « Tous les experts à qui le gouvernement Charest a demandé des avis pour la commission parlementaire sur l'énergie sont d'accord avec le président d'Hydro-Québec et pensent que les tarifs d'électricité doivent augmenter au Québec ».

L'économiste Pierre Fortin suggère que les sommes amassées par le gouvernement du Québec grâce aux hausses de tarifs pourraient être consacrées au remboursement de la dette. Ça prenait vraiment un économiste pour y penser!

Question de se faire une idée un peu plus nuancée sur le sujet,

Le Couac a contacté un de ces experts dont parle madame Baril pour lui demander s'il était lui aussi en faveur de cette augmentation de tarifs. « Pas du tout! », répond d'emblée Benoît Perron, président d'Énergie solaire Québec à qui j'ai posé la question. « La hausse des tarifs d'électricité est selon moi un impôt déguisé » renchérit-il avec conviction.

Des alternatives

D'accord avec les autres « experts » sur le fait que des argents neufs feraient le plus grand bien à notre système de santé, Perron avance quant à lui d'autres solutions que celles proposées par le boss d'Hydro-Québec: « Plutôt que de hausser les tarifs d'électricité de 230 à 250% dans le but de recueillir les 3 milliards de dollars espérés dans les coffres de l'État, à l'image de l'impôt progressif, nous pourrions créer de nouveaux plateaux de tarification pour les consommateurs les plus énergivores ». Il rappelle que la tarification des clients résidentiels n'a présentement que deux paliers: un premier qui alloue 30 kW/h (ce qui correspond à l'utilisation raisonnable d'électricité pour deux adultes et 2 enfants habitants dans une maison de grandeur moyenne, c'est-à-dire 100 mètres carrés) par période de 24 heures à un taux de 4,9 cents le kW/h et un deuxième dans lequel chaque kW/h excédentaire aux 30 premiers kW/h est facturé à 6,2 cents. En ayant 4 ou 5 paliers de facturation comme le suggère Perron, nous pourrions payer par exemple 3 cents les 15 premiers kW/h, 5 cents les 10 suivants, 7 cents les 5 du troisième palier et finalement 8 cents pour tous les kW/h supplémentaires. Cette procédure aurait l'avantage de préserver un bloc patrimonial (le premier palier de tarification à rabais) pour tous les Québécois tout en faisant payer plus les gens fortunés aux maisons de taille gigantesque.

Et pour l'avenir?

Questionné sur l'idée d'André Caillé d'éliminer à plus long terme ce bloc patrimonial alloué aux Québécois, Benoît Perron répond: « Je ne vois pas pourquoi les Québécois devraient écoper de ces hausses de tarifs quand certaines multinationales ont droit à des tarifs préférentiels. On ne peut pas demander aux Québécois grâce à qui principalement l'infrastructure d'Hydro-Québec a été mise en place, de subventionner par exemple les tarifs préférentiels de Norsk Hydro. Le bloc patrimonial est l'héritage de nos ancêtres et devrait nous revenir de droit bien avant d'être offert aux multinationales ».

Pour lui, l'abolition du bloc patrimonial offert aux Québécois permettrait à Hydro-Québec d'exporter ce privilège vers les États-Unis. Cette logique de marché ne devrait pas surprendre car comme on le sait, suite à une révision de la Loi sur Hydro-Québec survenue le 19 décembre 1981, Hydro-Québec est une « compagnie à fond social » dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire. À partir de cette date, Hydro-Québec n'était plus la propriété collective québécoise, mais une « propriété de l'État ». Pour Benoît Perron, ce changement de statut a été le premier pas vers la possible privatisation à venir d'Hydro-Québec.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

Rectifications

Ne dites plus « Le Premier ministre prend une décision », dites « Patapouf fait le beau ».

Ne dites plus « Pierre Reid est un ministre », dites « Pierre Reid est une carpette »



La citation hors contexte du mois

« Mais nous sommes aussi des êtres faillibles: nous trouvons le moyen de rationaliser des actes en contradiction avec nos croyances et nous nous laissons influencer par des idées fallacieuses qui semblent a priori logiques ».

Michel Kelly-Gagnon, président de l'Institut économique de Montréal, dans *Les Affaires*, 8 janvier 2004, p. 14.

Réforme du Cégep

Au Québec, les études c'est comme la fumée de cigarette: c'est secondaire.



OFFRE D'EMPLOI

Gouvernement provincial cherche ministre de l'éducation. Aucune qualification nécessaire.

Rien de nouveau sous le soleil

Adil Charkaoui est enfermé grâce à un certificat de sécurité depuis presque deux ans. Le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) le soupçonne d'être un agent dormant d'Al-Qaïda, alors que le reste du monde le soupçonne d'être un bon père de famille et un bon travailleur. L'avocate de Charkaoui affirme que le SCRS a détruit certains documents et que l'agence fédérale refuse toujours de dévoiler toutes la preuve retenue contre son client (qui n'est toujours accusé de rien de précis). Un policier à la retraite vient de faire passer à Charkaoui le test du polygraphe. Témoignant en cour, il affirme que les « indicateurs physiologiques » de Charkaoui n'ont pas bronché lorsqu'il lui a posé cinq questions très précises et très compromettantes. Le juge, mécontent des deux parties, a affirmé qu'on avait peut-être pas posé les bonnes questions à Charkaoui et que le polygraphe n'est pas infaillible. Il demande par conséquent que le prévenu soit encore fouillé, qu'on fasse son autopsie s'il le faut, mais qu'on retrouve cette maudite disquette qui dit où est caché Oussama. Quant au SCRS, le juge l'a renvoyé à ses devoirs et lui a demandé de redéposer la preuve, en retirant toutefois les dessins obscènes dans les marges et en demandant à ce qu'un traducteur officiel rectifie les erreurs que le SCRS a faites en créant de faux documents « incriminants » en arabe. Selon des sources de nature fugace, il aurait déclaré: Messieurs, il faut quand même tenir le standing de la Cour: on ne peut pas présenter de fausses preuves remplies de fautes d'orthographe! Bref, la justice suit son cours.

Décès du Professeur Choron Bête et méchant



L'HUMORISTE GEORGES BERNIER, alias le Professeur Choron, est décédé le 10 janvier dernier à Paris, il avait 75 ans. Il avait participé à de nombreux journaux satiriques dont *Hara Kiri*, le « journal bête et méchant », et *Charlie Hebdo*. Champion du mauvais goût et de la grossièreté pour les uns, iconoclaste et provocateur de génie pour les autres, le décès du Professeur Choron symbolise la fin de l'humour méchant.

L'humour est désormais sympathique, complice; on rit avec le sujet et non de lui. L'humour est gentil, il sert à détendre l'atmosphère. L'humour ne joue plus le rôle politique qu'il avait. Jadis, le comique s'opposait aux normes sérieuses, aux institutions, au sacré, à l'État. Aujourd'hui, il est ludique et inoffensif. L'humour occupe pourtant une place importante dans une démocratie puisqu'il permet de se dégager des conventions et d'affirmer avec légèreté sa liberté d'esprit.

Un Professeur Choron pourrait-il exister aujourd'hui? Il faudrait un humoriste avec beaucoup de courage, de moyens et de liberté. Cela semble impossible à l'époque du « politiquement correct » où l'on veut plaire à tout le monde. Les humoristes sont maintenant mesurés et prudents. Plus personne n'osera dire « Merde! » à tout et n'importe quoi – comme le faisait le Professeur Choron – de peur d'être ruiné par les procès, lynché par la presse, accusé de tous les maux de la terre ou de ne plus recevoir de commandites.

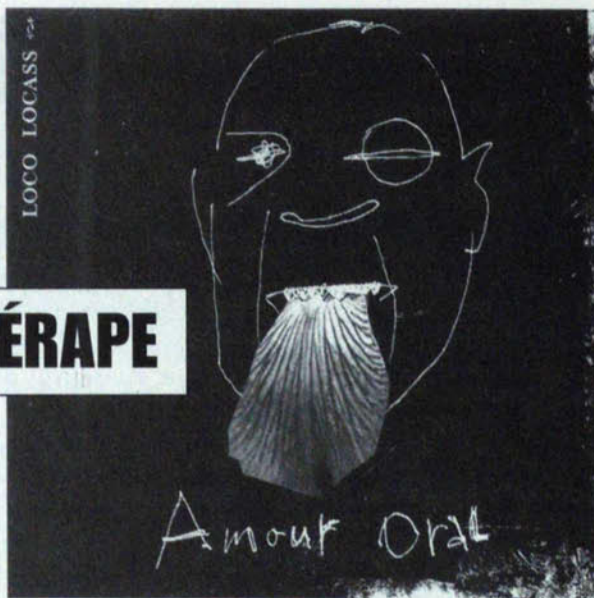
L'humour méchant n'a pas toujours sa place et il va parfois trop loin. « Il faut avoir l'intelligence de sa méchanceté » comme disait Sartre qui s'y connaissait. Toutefois, si l'humour veut jouer son rôle sans la société, il ne pourra pas se contenter que d'être gentil. C'est avec regret que l'on s'aperçoit que les langues sales n'existent plus, elles ont passé au lavage et on a ajouté du Fleecy afin de les adoucir. Au revoir, Professeur!

PHILIPPE BERNIER ARCAND

ON NE PRÉSENTE PLUS LE TRIO RAP DES LOCO LOCASS et la critique est unanime: *Amour Oral*, leur dernier album, a du swing et du punch. C'est effectivement une réussite concernant la symbiose du rythme et de la poésie. Mais Biz, Chafik et Batlam ont un petit côté Jean-Marc Chaput, le genre

QUAND LE RAP DÉRAPE

motivateurs de foules, si l'on peut dire. C'est Biz qui a confié à *La Tribune* (9-8-01): « L'important pour nous ce n'est pas de convertir mais de conscientiser ». Les textes sont donc « langagés », surtout à gauche, et la chanson *Libérez-nous des Libéraux* leur a ouvert les portes des radios commerciales.



Les Loco Locass s'attaquent à l'immobilisme des citoyens face aux problèmes de fond de notre société. Tout va bien tant que les poètes défendent l'usage du français, l'indépendance du Québec ou qu'ils dénoncent l'intolérance, l'hégémonie étatsunienne, le gouvernement fédéral et les privatisations patapoufiennes. Le problème avec les missionnaires, souvent, c'est qu'à force de trop vouloir conscientiser le peuple il finissent par piquer aussi quelques idées « originales » à la droite. Par exemple, dans *Antigone* les Locass réclament le durcissement des lois pour les criminels. « Trouve-en un groupe de gauche qui écrit une toune comme ça », a déclaré Biz au *Devoir* (31-10-04). Faudrait quand même les prévenir qu'un groupe de gauche qui défend l'ordre social par l'usage de la matraque ne fait pas du rap mais du dérapage.

Les Locass entretiennent aussi avec *Bonzaïon* la légende médiatico-policrière du pot à haute teneur en THC qui *fucke* les jeunes (voir à ce sujet *Le Couac* de janvier). L'idée que le peu d'enthousiasme manifesté par les citoyens pour la chose politique soit dûe à « l'abus de substances » est une vieille illusion des artistes de la chanson et des motivateurs de foules. Les baby-boomers se souviendront que Robert Charlebois s'est déjà attaqué au pot pour les mêmes raisons dans *Entre deux joints*. Peu de temps après, il s'était si bien « grouillé l'cul », qu'il jouait au golf avec Paul Desmarais.

JACQUES BOUCHARD

Loco Locass, *Amour Oral*, Les Disques Audiogram, 2004

Cocktail mortel

Un adolescent meurt après avoir été mélangé par la désinformation policière et médiatique

« J'ai toujours sniffé beaucoup de colle quand j'étais enfant. J'étais vraiment intéressé par la colle, après, je suis passé à la bière et aux amphétamines, puis j'ai dérivé vers l'héroïne, parce que quand j'étais jeune, tout le monde me disait : "Ne fume pas de marijuana, ça va te tuer." »

—Irvine Welsh, *Trainspotting*

DÉBUT JANVIER 2005, *La Presse* poursuit son œuvre de désinformation prohibitionniste en publiant en Une, à quelques jours d'intervalle, deux papiers dénonçant le cannabis. Même s'il est admis que « fumer du cannabis, même à long terme, n'est pas dangereux pour la santé. »¹ Qu'« on n'a jamais signalé de décès attribuable à une surdose de marijuana »² et qu'« une étude démontre qu'il faut administrer la quantité de THC fournie par 681 kg de cannabis en 15 minutes pour atteindre la dose mortelle. »³ Cela n'a pas empêché *La Presse* (7-1) de titrer: *Cocktail mortel* — Un adolescent meurt après avoir mélangé du cannabis à un puissant analgésique.

Dès le début, le ton est donné: un adolescent est mort, un autre hospitalisé « après qu'ils eurent mélangé cannabis et Fentanyl transdermique (Duragésic), un analgésique plus puissant que la morphine ». Ce n'est qu'après s'être lourdement attardé sur la consommation de cannabis du jeune décédé que la journaliste arrive au Fentanyl, un opioïde de synthèse « 100 fois plus puissant que l'héroïne ». En fait, les ados ont pris du Duragésic®, un timbre transdermique diffusant du fentanyl pendant 72 heures. Il faut attendre vers la fin de l'article pour obtenir quelques vagues précisions. On lit que « Santé Canada ne recommande pas l'utilisation de Duragésic chez les jeunes de moins de 18 ans. Dans son Bulletin canadien des effets indésirables d'octobre dernier, il mentionne avoir reçu deux notifications de décès d'adolescents à qui on avait prescrit le médicament. »

Ce que ne dit pas *La Presse*, c'est que la notification du Bulletin de Santé Canada précise que, dans les deux cas, les adolescents ont été retrouvés en dépression respiratoire, l'un 14 heures l'autre 21 heures après la première application de Duragésic. Les deux sont morts après une seule dose de ce médicament sous prescription. D'un côté nous avons une plante médicinale et psychotrope dont l'innocuité est reconnue depuis des millénaires et, de l'autre, un médicament récent de l'industrie chimique qui a tué deux fois à la première dose. Et voilà que la journaliste de *La Presse* en procédant par amalgame, laisse entendre que les deux sont tout aussi toxiques.

Car c'est bien là le cœur du problème. *La Presse* précise qu'« ironiquement, les policiers avaient rendu visite aux élèves de cette école juste avant les Fêtes pour mettre les adolescents en garde contre les dangers liés à l'absorption et aux mélanges de drogues. » Encore une fois, on tente d'induire le lecteur en erreur en laissant croire que c'est le « mélange » qui a tué. Mais il n'y a pas un mot sur la pertinence de confier l'éducation des jeunes à des policiers qui défendent leurs intérêts corporatifs avant l'intérêt public. En répandant la rumeur que le cannabis est une drogue « dure » à cause de l'augmentation du taux de THC, ils n'ont aucune crédibilité quand vient le temps de mettre les étudiants en garde contre les drogues mortelles.

Recherche bidon et journalisme de bas étage

Quelques jours plus tard, *La Presse* (11-1) remettait ça en publiant encore en Une un papier de Nathaëlle Morissette titré: *Les jeunes Canadiens ont plus de facilité à se procurer de la mari que des cigarettes*. L'article portait sur « Une étude, intitulée *Recherche qualitative permettant d'aider les jeunes à développer des moyens de refuser de consommer*, commandée par Santé Canada et rendue publique à la fin de l'année 2004. » Cette fois, il ne s'agit pas seulement de désinformation, mais de mensonge par omission, pour ne pas dire de mensonge tout court.

Morissette amorce son article en soutenant que « Dans les cours d'école même, plusieurs jeunes Canadiens ont plus de facilité à se procurer de la marijuana que des cigarettes. » Remarquez l'affirmation. Alors qu'il est plutôt noté dans ce rapport que les jeunes croient que les cigarettes et le cannabis sont tout aussi facilement disponibles dans les cours d'école, mais ils ont « l'impression » que la mari est plus facilement accessible. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose. D'ailleurs, la question était piégée, puisque les jeunes déclarent aussi que les cigarettes sont tout aussi facilement disponibles dans certains dépanneurs complaisants, qui sont rarement situés dans les cours d'école, comme chacun sait. Mais il y a pire.

Premièrement, il ne s'agit pas d'une « étude de Santé Canada », comme certains journaux l'ont prétendu, ni d'une recherche scientifique, mais d'un sondage d'opinion réalisé par Millward Brown Goldfarb (MBG), une multinationale de marketing. Les experts en marketing utilisent le terme générique « recherche qualitative » pour décrire un sondage d'opinion avec des groupes de discussion (*focus groups*). MBG est une filiale de WPP (surnommée World Propaganda Power), une des deux plus grandes agences de publicité et de relations publiques au monde avec Omnicom. WPP contrôle aussi les agences de publicité J. Walter Thompson et Young & Rubican, de même que les multinationales des relations publiques Burson-Marsteller et Hill and Knowlton, pour ne nommer que celles-là. On n'est pas chez les scientifiques, mais bien chez les requins du marketing et des relations publiques qui ont flairé les gros contrats publicitaires.

Deuxièmement, ce sondage ne date pas de la fin de 2004, mais du début de l'année, mars 2004 pour être précis. Troisièmement, il n'a pas été rendu public par Santé Canada, puisqu'il s'agit d'un outil de travail interne destiné à orienter une future campagne de propagande publicitaire. Selon Pierre Duchesne, porte parole de Santé Canada, ce sondage n'a pas fait l'objet d'un communiqué spécial. Il a été déposé à la Bibliothèque nationale en mars 2004, sans tambour ni trompette. On peut se demander qui a fait parvenir aux médias ce document vieux de presque un an, pendant le creux du temps des Fêtes, en soulignant au crayon gras quelques morceaux choisis qui font plaisir aux prohibitionnistes. Une des nombreuses filiales de relations publiques de WPP qui trouve que les contrats tardent à venir, probablement.

Tout porte à croire que Nathaëlle Morissette n'a pas lu le rapport de MBG (qui fait une centaine de pages)⁴. Elle se sera contenté du résumé d'une page et demi en introduction. Elle a sans doute lu aussi les journaux du ROC qui ont publié des papiers biaisés sur le sujet la veille. Morissette écrit: « plusieurs adolescents interrogés croient que la mari-jeanne est moins nocive que le tabac des cigarettes. » C'est vrai pour certains

groupes. Mais elle omet de mentionner que chez les 13-15 ans, « à Montréal, la plupart pensent que la marijuana est plus dangeureuse que le tabac parce que tu ne sais jamais par où elle est passée ». Ils avaient l'impression que parce que le tabac est produit par des compagnies bien connues, il ne peut pas être si nocif », précise le rapport. Voici qui contredit directement ce que la journaliste de *La Presse* a écrit.

Ce n'est pas tout. Morissette cite cette autre conclusion du rapport. Chez les jeunes de 10 à 15 ans, écrit-elle, « plusieurs ont l'impression que la marijuana est moins dommageable car, à la base, il s'agit d'une plante qui peut être utilisée à des fins thérapeutiques. » Encore une fois, mis à part le fait qu'elle traduit *a few participants* (quelques-uns), par « plusieurs », elle omet de mentionner que chez les 16 à 19 ans, « à Montréal, il a été établi que la marijuana, comme substance, est plus nocive, mais parce qu'elle est consommée beaucoup moins fréquemment, l'impact sur la santé serait moindre. » Voici qui est encore en contradiction directe avec l'article de *La Presse*.

Dans le code d'éthique du Conseil de presse, auquel *La Presse* devrait se soumettre, on lit: « Les médias et les professionnels de l'information ne doivent pas déformer la réalité en recourant au sensationnalisme. » Ou encore que « La presse ne peut se permettre de taire ou de donner une image déformée des faits sous prétexte qu'ils sont l'objet de quelque tabou ou qu'ils sont susceptibles de compromettre certains intérêts particuliers. » En matière de cannabis, ces beaux principes sont presque toujours systématiquement bafoués.

La Presse est farouchement prohibitionniste. Paul Desmarais fils, propriétaire du journal, appuie publiquement le « périmètre de sécurité nord-américain, qui serait implanté par l'harmonisation et l'unification à peu près complète des services frontaliers entre les deux pays » (*La Presse* 8-4-03). Ce qui exigera une certaine « harmonisation » des lois criminelles avec les États-Unis, particulièrement les lois anti-drogues et anti-terroristes. On se souvient que l'ambassadeur des États-Unis Paul Cellucci et le tsar de la drogue de la Maison Blanche John P. Walters ont promis de foutre le bordel aux frontières si le Canada adoucissait sa loi prohibitionniste.

Power Corporation a des intérêts importants dans l'industrie pharmaceutique, laquelle serait l'une des grandes perdantes de la légalisation du cannabis. Le scandale du Vioxx, qui aurait tué jusqu'à 139 000 malades aux États-Unis, a eu droit à un entrepôles en page A12, alors qu'un adolescent qui est empoisonné avec un médicament fait la Une trois jours plus tard. Parce qu'il a aussi eu le malheur de fumer un joint? On tenterait de blanchir l'industrie en démonisant un concurrent qui menace ses profits qu'on n'agirait pas autrement.

Nous verrons le mois prochain que les dernières études commandées par le *National Institute on Drug Abuse* sur les campagnes de publicité dénonçant le cannabis arrivent à la conclusion que, souvent, les jeunes les plus exposés aux annonces ont tendance à consommer plus de drogues en vieillissant que ceux qui ont été épargnés.

JEAN-MARIE LALIBERTÉ

1- *The Lancet* nov. 1995.
2- *Journal de l'Association médicale canadienne* 15-5-01.
3- Mohamed Ben Amar, pharmacologue, *Drogues, santé et société* printemps 2004.
4- <http://www.toxicoquebec.com/actus/documents/youthcopingreport.pdf>



La vérité élastique de Bennett

EN AOÛT 2002, BENNETT ENVIRONMENTAL INC. a présenté une demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick afin d'obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter un incinérateur de déchets toxiques à Belledune dans le nord du Nouveau-Brunswick, au bord de la Baie-des-Chaleurs. La proposition initiale de Bennett était de construire un incinérateur capable de brûler annuellement 200 000 tonnes de déchets toxiques et de sols contaminés. Cela en aurait fait l'un des plus gros incinérateurs au monde.

Toutefois, la compagnie a été plus ou moins forcée de mettre un bémol à cette ambition quand les fonctionnaires du Nouveau-Brunswick ont commencé à poser des questions. Ainsi, le 26 novembre 2002, le PDG John Bennett rencontrait Norm Betts, ministre de l'Économie et Kim Jardine, ministre de l'Environnement du Nouveau-Brunswick. Au cours de la réunion, il a été question du processus d'approbation du projet, qui comportait deux possibilités : a) L'exigence d'une pleine étude d'impact environnementale ou b) un processus d'examen réalisé à l'intérieur de la structure gouvernementale.

Bien entendu, Bennett privilégiait la deuxième option puisque la première exigeait une consultation de la population, ce que craignait au plus haut point cette entreprise qui veut brûler des déchets toxiques. En janvier 2003, le ministère de l'Environnement du Nouveau-Brunswick accordait à l'entreprise un agrément de construction assorti de plus de 30 conditions à rencontrer avant de pouvoir commencer à construire, dont l'obligation d'organiser une session d'information publique.

Bennett a tenté de contourner cette obligation en organisant des rencontres avec des journalistes et des sessions portes ouvertes. La compagnie souhaitait que toutes ces rencontres en petits groupes soient acceptées par le gouvernement à titre de sessions d'information publique. La compagnie a tout de même dû se soumettre à l'exigence de rencontrer la population lors d'une réunion d'information le 23 juillet 2003.

Le discours de la compagnie ce soir-là cherchait à minimiser le danger de la pollution. De plus, la présidence de la réunion était assumée par Roger Vienneau, frère d'Hermel Vienneau, un des hauts fonctionnaires du gouvernement et un proche du premier ministre Bernard Lord. Après les explications de la compagnie, dès que les citoyens se sont mis à poser des questions de plus en plus embarrassantes, Roger Vienneau a suspendu la réunion.

C'est dans ce contexte que la compagnie s'est présentée à la population et, avec raison, la mobilisation s'est immédiatement mise en marche. Une course s'est amorcée pour trouver de l'information sur le projet. Plus les fouilles avançaient, plus la population découvrait la véritable nature de la bête à affronter. Rapidement, plusieurs manifestations se sont organisées, la plus spectaculaire étant celle qui a eu lieu à l'automne 2003, rassemblant plus de 2000 personnes sur le site en construction de l'incinérateur.

Un des aspects importants de la mobilisation populaire est l'effort qui a été accompli pour rassembler les quatre communautés habitant autour de la Baie-des-Chaleurs : les Acadiens, les gaspésiens, les Mi'gmaqs et les anglophones. Cet effort s'est concrétisé avec le Projet Baie Nette, un CD qui regroupe les artistes de la Baie-des-Chaleurs, dont les ventes contribuent au financement de notre lutte. De plus, en janvier 2004, Bruce Cockburn et Kevin Parent ont donné un concert bénéficiaire qui a permis de récolter 12 000 \$, dont une grande partie a été remise au Comité de citoyens de Belledune qui conteste le permis de construction de l'incinérateur.

La lutte contre l'incinérateur de déchets toxiques de Bennett Environmental Inc. est un élément rassembleur jamais vu dans la région. Pendant que Bennett soumet la vérité à l'épreuve de l'élastique, les habitants des deux côtés de la Baie-des-Chaleurs font sauter les frontières artificielles qui la séparent. Notre territoire est attaqué par un gouvernement qui invite chez nous une compagnie qui aura un impact négatif sur la santé de nos enfants et sur l'environnement de notre région. Notre devoir est de dire la vérité car elle est l'arme la plus incisive que nous possédions. Et ça, Bernard Lord et John Bennet le savent.

FLORIAN LÉVESQUE

Les opposants à Bennet en procès

APRÈS L'ÉCHEC DES DÉMARCHES LÉGALES (pétition de 80 000 noms, appuis de plusieurs députés gaspésiens, requête en faveur d'une étude préliminaire indépendante, etc.), le mouvement de contestation contre l'incinérateur Bennett a gravi un échelon dans les moyens de pression quand sept écologistes ont occupé pacifiquement les bureaux de Paul Martin à Montréal pour exiger un moratoire sur la construction de l'incinérateur. L'occupation eut lieu cinq jours avant la date butoir pour la délivrance du permis d'incinération prévue pour le 28 mars 2003. Le fédéral a fait la sourde oreille aux demandes de la Coalition Retour à l'expéditeur et les sept écologistes ont été arrêtés.

Les occupants avaient de bonnes raisons de sonner l'alarme car la construction de l'incinérateur est presque terminée et, lorsque le ministre fédéral de l'Environnement s'est décidé à intervenir pour demander le renvoi du projet devant une commission d'examen, Bennett a contesté la décision et la Cour fédérale a donné raison, en août 2004, à la compagnie.

Depuis, les occupants des bureaux de Paul Martin font face à des poursuites judiciaires. Ils plaideront la défense de nécessité en justifiant leur action par l'urgence de la situa-

tion. Ils devront faire appel à des experts pouvant témoigner des dangers que représente ce projet hautement polluant. Le mouvement anti-Bennett connaît un nouveau souffle en obtenant la chance de démontrer les impacts sur la santé et l'environnement d'un tel incinérateur. Le procès sera de longue durée et se tiendra, dans un premier temps, du 1 au 4 et le 15 mars 2005 à la Cour municipale de Montréal. Les accusés comptent sur votre présence pour démontrer votre solidarité. D'ici-là, surveillez leur site web pour les événements à venir (conférences publiques, levée de fonds, spectacles bénéfiques à Montréal et dans la Baie-des-Chaleurs, etc.).

La terre d'abord pour l'intégrité de toute formes de vie sur terre!

Pour être tenu au courant des activités publiques ou pour offrir un appui politique, médiatique ou financier, écrivez à : bennettenprocès@yahoo.ca

Pour plus d'information

La terre d'abord : <http://laterredabord.org>

Coalition Retour à l'expéditeur : <http://www.baiedeschaleurs.net>

Stop Bennett! : <http://www.stopbennett.com/french>



Opération porte ouverte

Le communiqué: «Wal-Mart Canada a mis en application un programme reconnu de communication ouverte qui comprend la Directive de la porte ouverte.»

La traduction: «Tu vois la porte, là-bas, mon zassocié? Si y'a quelque chose qui fait pas ton affaire, tu la prends quand tu veux!»

Le plus meilleur employeur

Wal-Mart a été choisie meilleur employeur parmi les détaillants canadiens par *Report on Business*. Ça ne peut pas être autre chose que le syndrome de Stockholm...

Nouveau et amélioré

Lu dans la section encyclopédie de Voila.fr: «Toujours soucieux d'améliorer la qualité des offres que nous vous proposons, nous devons interrompre ce service et nous vous remercions de votre compréhension.» Avant, il fallait faire mieux avec moins. Maintenant, on fait mieux avec rien!

Découverte

Après de nombreuses années de recherche, les créatifs de l'empire McDo ont accouché d'une nouveauté à couper le souffle: le sandwich.

On leur donne encore cinq ans pour découvrir la soupe.

Tout sauf ça

Sylvester Stallone a récemment déclaré qu'on pouvait espérer pour bientôt un Rambo IV. Vous ne connaissez pas un État de rednecks à la recherche d'un gouverneur, à tout hasard?

Terminator is back

Après s'être pratiqué dans des films aux titres prémonitoires (*L'effaceur*, *La fin des temps*, *Terminator*, *Conan le destructeur*) Arnold Schwarzenegger autorise la première exécution depuis près de trois ans en Californie (*Presse Canadienne*). Sans doute s'est-il dit qu'il était temps que la réalité rejoigne la fiction.



Bush-trou non disponibles

CNN diffuse en direct la parade pour la cérémonie d'inauguration de Dubya. Les Bushistes sont enfermés dans leur aquarium pare-balles et les estrades sont presque vides.

On voit qu'ils sont très populaires. Les machines à voter électroniques truquées qui ont élu Bush ne se sont pas déplacées pour l'applaudir. C'est normal, elles ont été envoyées en Irak...

T-Iran

C'est officiel, il n'y avait pas d'arme de destruction massive en Irak. Bush s'explique ainsi: «J'ai dit Irak?»

Mille excuses, je voulais dire Iran.»

La SODEC,
pour le rayonnement et le développement
de nos entreprises culturelles.

Société
de développement
des entreprises
culturelles

Québec

ABONNEZ-VOUS!



www.lecouac.org



TSUNAMI Économie politique du désastre

IRONIE DU MAUVAIS SORT: le tsunami qui a ravagé l'Asie du Sud a frappé en décembre, c'est-à-dire au moment même où nos charognards de la misère entraînent, comme à chaque année, dans leur ignominieuse phase de compassion forcée, de guignolées de guignols et de charité aussi bien ordonné qu'aveugle aux véritables causes de l'injustice.

Ils n'ont eu qu'à continuer sur leur lancée pour donner leur pleine mesure. Il faut dire que l'occasion était en or, tout à fait dans leurs cordes et selon leur goût. Pensez-y: une catastrophe d'une ampleur extraordinaire, imprévisible et pour laquelle personne n'est à blâmer; des drames humains qu'on peut sans risque exhiber à pleine pages et à plein écran, sans avoir à chercher à comprendre ou à analyser. Nos trafiquants d'émotion furent cette fois encore à la hauteur et on a pu mesurer toute l'étendue de leur contribution à notre civilisation. Là où il fallait poser des questions fondamentales, ils nous donnèrent du sensationnel; là où il fallait un large portrait d'ensemble de la réalité, ils nous fourbirent de l'anecdotique; là où s'imposait d'avoir une vision à long terme, ils nous forcèrent à avaler de l'immédiat; là où on aurait dû penser les causes, ils nous firent contempler les effets; et là où il fallait impérativement interroger nos institutions, ils nous firent avaler du vécu et du «human interest».

On ne peut empêcher un tsunami, c'est entendu. Mais comme on sait qu'il y en aura, on doit faire en sorte qu'il soit le moins dommageable possible. On peut aussi désormais, grâce à la science, prédire qu'un tsunami est imminent et informer aussitôt les populations pour qu'elles fuient sur les hauteurs, ce qui limite considérablement les pertes de vie. Pourquoi rien de cela n'a été fait, voilà la grande question qu'il faut approfondir. L'ennui, c'est que ce qu'on y trouve n'est pas au goût des maîtres et doit donc rester dans le trou noir de l'oubli.

Pour prévenir les populations locales et pour que cette vitale information leur soit utile, plusieurs conditions doivent être satisfaites. Il faut d'abord savoir qu'un désastre va se produire; il faut aussi avoir la volonté de transmettre cette information; il faut encore disposer d'un canal de transmission; il faut enfin que les récepteurs de l'information puissent mettre en œuvre, rapidement, les mesures qui s'imposent.

À 00h 58 (temps universel), les sismographes de Jakarta décèlent le tremblement de terre au nord de Sumatra. À 1h 14, le Centre américain de surveillance des tsunamis de Hawaii le confirme. Les premières vagues arrivent à Aceh quinze minutes plus tard. On savait donc. On aurait pu agir. Pourquoi n'a-t-on pas transmis la précieuse information? Il y a deux ordres de raisons, toutes deux révoltantes. Le premier est le manque de volonté politique de partager l'information. En bref: le partage de données n'est pas organisé parce qu'il n'est pas prioritaire. C'est particulièrement vrai pour les États-Unis, qui possèdent et génèrent la plus grande quantité d'information scientifique. Philip Stott, prof émérite de biogéographie à l'Université de Londres ne mâche pas

ses mots: «Les États-Unis sont beaucoup trop récalcitrants et pingres quand vient le moment de partager leurs données, y compris avec leurs alliés européens» (London Times, 29-12-04).

D'autre part, et c'est proprement horrible, les gouvernements locaux, malgré des catastrophes antérieures,

taines populations se préparent fort convenablement, par exemple en érigeant des murs: c'est le cas du Japon. Mais les pays pauvres? À défaut de murs érigés par les humains, la nature elle-même offre deux types de murs protecteurs: les récifs de corail et les mangroves, qui sont des sortes de forêts de mer. Ces barrières naturelles offrent de précieuses protections contre les tsunamis

L'ennui, c'est qu'il n'y en a plus à certains endroits en Asie, et c'est là que les dégâts ont été les plus étendus. Mais s'il n'y a plus ni corail ni mangroves, c'est qu'on les a supprimés pour construire des hôtels de luxe sur bord de la mer et pour ériger des usines à culture de crevettes. 80% des crevettes de culture proviennent désormais des pays en développement de l'Asie. Les pays occidentaux, pas fous, interdisent cette dangereuse pratique.

Ayons une douloureuse pensée pour les enfants qui gagnaient leur vie en nettoyant les cuves avec des produits toxiques. On ne parle pas souvent d'eux et de leur industrie. Sur les 450 articles qui se sont écrits ce dernier mois sur le tsunami dans les principaux journaux québécois, il s'en est trouvé quatre pour faire discrètement référence à cette culture de la crevette et à la destruction des littoraux. Quatre. Et encore: il s'agissait à chaque fois de la même dépêche d'AFP.

En attendant, les données ne mentent pas: la région de Ngapattinam, la plus dévastée, est aussi celle où sévissent le plus le tourisme et l'industrie de la crevette. Par contre, les populations d'Andaman et de Nicobar, les plus proches de l'épicentre, ont subi le moins de pertes de vies. Mais elles ont conservé leur mangrove, leur corail et il ne s'y fait pas de culture de la crevette.

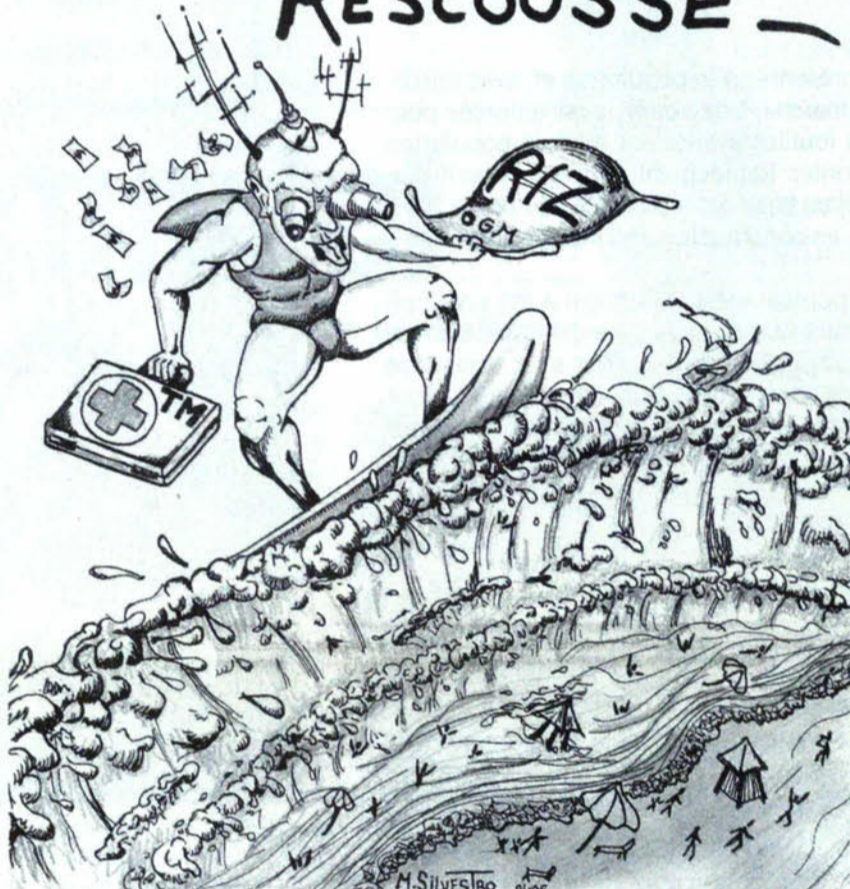
Les combats contre les tsunamis et contre toutes les catastrophes écologiques sont à la fois politiques, scientifiques et économiques. Ils exigent sur chacun de ces plans de la compassion, une pensée à long terme, la volonté de connaître et de partager le savoir, de même que mille autres choses encore. Toutes ont en commun de trouver dans le marché et les institutions dans lesquelles nous vivons un terrain farouchement inhospitalier.

Le premier novembre 1755, un autre célèbre tsunami eut lieu, cette fois à Lisbonne. Il fit 60 000 victimes. En réaction, le Portugal lança le premier programme d'étude scientifique des tremblements de terre, ouvrant ainsi la voie à leur étude et leur prédiction. Dans la foulée, il entreprend aussi de libérer les cerveaux, en faisant taire les voix prônant devant le désastre la soumission à la volonté divine. Le pays commença donc à laïciser son espace public et amorça son programme en chassant les jésuites.

Ça me donne de ces idées... Pas vous?

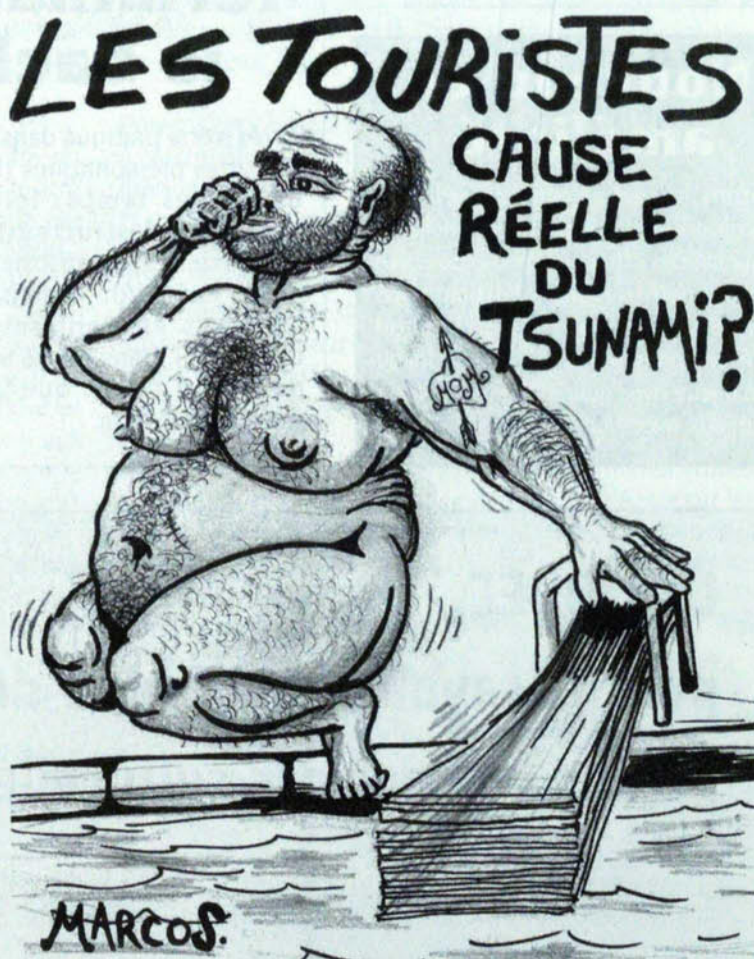
NORMAND BAILLARGEON

L'OCCIDENT À LA RESCOURSE



n'ont prévu ni modalité d'information de populations ni plan d'évacuation. Bref: on n'aurait donc pas su qu'avertir, quand bien même on l'aurait voulu! Ce qui fait réfléchir, en particulier aux priorités que nos élites et nos institutions dominantes nous font poursuivre. Après tout, nous sommes à l'ère de la communication, n'est-ce pas? Nous habitons un village global, nous communiquons à haute vitesse, nous transmettons et recevons instantanément toute information. Certes. Mais si cela vaut pour toutes les places boursières du monde, y compris celles d'Asie du Sud, ça ne vaut plus pour les populations, surtout si elles sont pauvres. Un système qui aurait permis de sauver de centaines de milliers de vies coûte, littéralement, des peanuts; mais ces vies sont sans importance. En attendant, la guerre en Irak a coûté à ce jour \$148 milliards aux États-Unis. Elle dure depuis environ 675 jours et, au moment où vous lisez ces lignes, la dépense d'une seule journée aurait pu sauver au bas mot des dizaines de milliers de personnes.

Mais, direz-vous, sachant que des tsunamis surviennent, les populations locales peuvent prendre des mesures pour en minimiser les impacts? Vous avez raison et cer-



Solution pour Kyoto

Pour vraiment inciter les gros pollueurs à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, la solution est simple: il faut donner une valeur économique à la production de réduction. Si les gros pollueurs ont l'impression de participer à la croissance en réduisant leur pollution, le Canada pourra atteindre ses objectifs face au Protocole de Kyoto. Le principe est déjà en marche en Europe: les consommateurs sont invités à changer leurs vieux appareils pour des plus performants sur le plan énergétique et sont appelés à calculer les unités d'énergie qu'ils économiseront en achetant (donc en contribuant à la croissance). Le consommateur produit alors des «négatron», c'est-à-dire une portion d'énergie qui n'existe pas et qu'il ne consommera pas. Ça a l'air louf, mais c'est logique: le capitalisme produit déjà des coquilles vides. Ne restait plus qu'à éliminer la coquille.

Privatisation et santé ne vont pas de pair

DEPUIS SON ÉLECTION, le gouvernement Charest jongle avec l'idée de donner encore plus de place au secteur privé dans le système de santé québécois. Mais quoi qu'on en dise et malgré les lois fédérales supposées donner accès à tous et toutes à des soins de santé de qualité, le privé occupe déjà une place importante dans ce domaine. En observant l'exemple de nos voisins du sud (voir encadré), il est permis de croire qu'un recul important se dessine non seulement au Québec mais également partout où des services essentiels tels que la santé sont privatisés.

De l'avis de plusieurs experts, le système de santé étatsunien est un des plus chers au monde tout en étant un des moins accessibles et équitables socialement. Les données disponibles affichent les dépenses de santé par personne (en dollars US ajustés à parité de pouvoir d'achat) pour les cinq pays les plus onéreux de l'OCDE.

Ces données démontrent que les soins de santé étatsuniens sont les plus chers au monde (4 887 \$ per capita) et qu'ils coûtent 1 565 \$ de plus que le deuxième pays le plus dispendieux, c'est-à-dire la Suisse (3 322 \$ per capita). Le Canada se place au 5^e rang, la dépense per capita se chiffrant à 2 792 \$.

Accessibilité du système de santé étatsunien

Selon une étude publiée en janvier 2004 par l'Institute of Medicine des États-Unis (IOM)¹, un organisme de recherche publique, 43,3 millions de personnes n'ont aucune couverture d'assurance santé aux États-Unis, dont environ 8,5 millions d'enfants, ce qui représente 17,2 % de la population de moins de 65 ans de ce pays. En 2000, on estimait qu'environ 40 millions de personnes se trouvaient dans cette situation. On peut donc constater un recul de l'accès aux soins de santé aux États-Unis et ce, même si le gouvernement affiche le plus bas niveau de dépenses publiques de tous les pays de l'OCDE. Il s'agit donc d'un choix budgétaire, d'une décision économique favorisant l'industrie privée de la santé.

Qui n'est pas couvert ?

L'étude de l'IOM confirme que ce sont majoritairement les gens les plus pauvres qui ne possèdent aucune couverture d'assurance santé. Deux tiers des entreprises étatsuniennes offrent des couvertures d'assurances santé à leurs employés.

Entre 1977 et 1998, alors que le revenu médian des ménages étatsuniens augmentait de 17 %, le coût des assurances santé a littéralement explosé : la part des assurances santé assumée par l'employeur a augmenté de 260 % et celle assumée par l'employé a augmenté de 350 %. (en dollars constants US de 1998).

En 2003, pour qu'une famille de quatre personnes gagnant l'équivalent du seuil de pauvreté étatsunien (18 400 \$ US) puisse se payer une assurance santé volontaire offrant une couverture complète, celle-ci devait dépenser environ 9 068 \$ US, c'est-à-dire 49,3 % de son revenu annuel médian. Cet exemple éloquent

Santé privée « made in USA »

Des 30 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les États-Unis se positionnent au dernier rang relativement au pourcentage des dépenses publiques sur les dépenses totales en santé, avec 44,4 %. C'est également dans ce pays que le secteur privé est le plus actif dans le domaine de la santé. Il est intéressant de constater que les États-Unis arrive derrière le Mexique (45 %), un pays que plusieurs associent parfois, à certains égards, aux nations sous-développées. Le Canada arrive au 19^e rang avec 70,8 % des dépenses totales qui sont publiques, ce qui laisse tout de même une place importante au secteur privé.

En observant les dépenses en santé réalisées par les compagnies d'assurances privées nous constatons qu'encore une fois, les États-Unis se démarquent par la plus grande part des dépenses en santé assumées par les compagnies d'assurances privées avec 35,6 %, soit 20,1 % de plus que le deuxième pays, les Pays-Bas (15,5 %). Le Canada occupe le 5^e rang avec 11,4 % de ses dépenses en santé, soit moins du tiers de ce que nos voisins du sud dépensent envers les assureurs privés.

démontre clairement que pour les familles pauvres où les parents travaillent dans des emplois mal rémunérés, il est à peu près impossible d'obtenir une couverture adéquate des soins de santé et ce, peu importe l'âge, l'origine ethnique, le genre, le niveau de scolarité, le revenu, l'emploi ou l'état civil. Près de 66 % des gens sans assurance font partie des salariés sous le seuil de pauvreté.

Selon l'Institute of Medicine (IOM), les adultes étatsuniens non assurés courent un risque plus élevé de mourir avant 65 ans que les adultes assurés, le nombre de décès imputables aux gens qui n'ont pas d'assurance atteignant 18 000 annuellement.

Si nous observons les coûts liés aux soins dispensés aux États-Unis, il est alors clair que le fait de posséder une couverture d'assurance n'est pas garant d'un accès sans limite et peu coûteux aux soins de santé. À titre d'exemple, en 1999, une admission et un traitement à l'hôpital pour un adulte souffrant d'une pneumonie simple coûtait entre 100 \$ et 3 434 \$ US pour une personne assurée selon la couverture d'assurance santé que détenait cette personne tandis que le montant exigé passait à 9 812 \$ pour une personne non assurée. Notons ici qu'il n'est pas question de chirurgie ou de soins spécialisés mais bien du traitement d'une pneumonie simple.

Il est donc évident qu'en ajoutant des intermédiaires qui doivent impérativement se dégager un profit sur leurs activités, nous assistons invariablement à une hausse imprévisible des coûts. La notion de profit suffisant étant fortement variable d'une entreprise privée à une autre, il est impossible de prédire les hausses de coûts d'un système de santé privatisé. Nous savons toutefois qu'un système public doit seulement offrir des soins de santé de qualité aux personnes qui en ont besoin, la notion de profit ne faisant pas partie des objectifs à atteindre.

Après des années de compressions budgétaires et de politiques de restructuration ayant fortement compromis la capacité du système de santé à répondre adéquatement aux besoins de la population, la privatisation semble la solution créée de toute pièce par le gouvernement pour satisfaire le milieu des affaires. L'option d'un réinvestissement public massif en santé permettant un retour à la normale ne cadre pas avec les politiques néolibérales des gouvernements et ce, autant au provincial qu'au fédéral. L'exemple étatsunien devrait toutefois servir de base de réflexion collective quant à l'orientation sociale de ce service essentiel puisqu'il est clair que privatisation et santé ne vont pas de pair.

MARTIN PETIT, IRIS
www.iris-recherche.qc.ca

1- Insuring America's Health: Principles and Recommendations, collectif, The Institute Of Medicine of The National Academies, Janvier 2004.

Le Québec comme vous...

mardi

19h30

Méchant contraste !

...ne l'avez jamais vu.

Des gens fascinants, des sujets originaux, des opinions pour le moins contrastées, tout pour vous étonner !

Animation : Matthieu Dugal
Réalisation-coordination : Erik Tremblay



Télé-Québec
telequebec.tv

Ça change de la télé



Le Suroît est-il vraiment mort et enterré ?

PAR CLÔDE DE GUISE

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR L'ÉNERGIE AU QUÉBEC va poursuivre ses travaux en février et mars. Plus de 120 mémoires ont été déposés par des entreprises, des ONG et des individus. Ce débat public est la conséquence du rejet massif du projet de centrale thermique au gaz, le Suroît. Mais dans l'esprit du gouvernement ce projet est-il vraiment mort et enterré ?

En novembre dernier, nous avons tous assisté aux obsèques du Suroît. La population qui s'était mobilisée, plus de 5 000 manifestants dans la rue pour dire non au projet, et les groupes écologistes ont crié victoire. Enfin, la voix populaire avait gain de cause.

Cette saga a mis en évidence la nécessité d'un débat public. Depuis dix ans, le Québec ne s'est pas doté d'une politique cohérente en matière d'énergie. La commission parlementaire en cours va proposer les paramètres d'un plan global de développement dans ce dossier fondamental pour notre avenir.

Le « Fantôme » du Suroît

Le ministère des Ressources naturelles, de la faune et des parcs (MRNFP) a publié, en décembre dernier, un document de consultation intitulé : *Le secteur énergétique au Québec, contexte, enjeux et questionnements*. Le document constitue un plaidoyer totalement partial en faveur de l'utilisation accrue du gaz naturel.

Le gaz naturel comme énergie de l'avenir est mentionné 93 fois dans le texte. Le fantôme du Suroît hante le gouvernement. Doit-on lire que le gouvernement veut multiplier les Suroïts ? Déjà, le projet de Bécancour en est un exemple éloquent. Dans le cadre des PPP, l'esprit « plein gaz » qui anime le gouvernement mise également sur l'exploitation gazière et pétrolière dans le golfe Saint-Laurent et sur l'installation de ports méthaniers.

Le document du MRNFP mentionne 37 fois le secteur éolien (popularité oblige), 17 fois le secteur des énergies renouvelables (incluant le solaire, le biomasse, etc.). Et c'est à peine si on fait référence au Protocole de Kyoto sur les changements climatiques qui entrera en vigueur le 16 février pourtant d'une importance capitale pour la planète.

De toute évidence, le MRNFP s'obstine à lancer le Québec sur la voie du gaz naturel. Le document est truffé d'affirmations gratuites et partielles sur la question du gaz naturel comme la suivante :

« Le prix du pétrole brut et sa disponibilité sont soumis à la conjoncture économique et géopolitique internationale, et le Québec n'a aucune influence en cette matière. »

Si cette affirmation est vraie pour le pétrole, le document passe sous silence le fait qu'elle l'est tout autant pour le gaz naturel !

Le gouvernement Charest est un dinosaure incapable de proposer un développement énergétique résolument tourné vers l'avenir qui s'inscrive dans la logique d'un authentique développement durable. Pas celui prôné dans le discours de Jean Charest qui n'est que du verbiage. Il faut souhaiter que les intervenants à cette commission changeront cette vision rétrograde.

Une vision d'avenir

Toute politique énergétique digne de ce nom doit d'abord procéder à l'analyse rigoureuse des besoins actuels ainsi que ceux à venir en matière d'énergie. Une analyse des meilleures options énergétiques doit être faite. Or, jusqu'en avril dernier, ni Hydro-Québec ni le gouvernement ne connaissaient le potentiel éolien du Québec. Soulignons que c'est grâce aux écologistes que nous avons désormais cette information. Le potentiel des énergies comme le solaire passif (chauffage de l'eau et de l'air) et la géothermie est toujours inconnu. De plus, nos objectifs d'efficacité énergétique ne représentent qu'une fraction de ce qui est réalisable.

Du vent à revendre

Le Québec dispose d'une puissance éolienne gigantesque d'environ 100 000 MW pouvant être installés à moins de 25 km des lignes existantes de transport d'électricité,

soit plus que la production totale actuelle d'Hydro-Québec.

Et, à des prix qui concurrencent les autres filières de production d'électricité.

Le Québec serait donc en mesure de privilégier l'éolien comme source d'énergie pour répondre à nos besoins futurs.

Le solaire

• Le solaire photovoltaïque (PV) est la technologie par laquelle l'énergie du soleil est transformée en électricité, on parle de « panneaux solaires ».

• Le solaire thermique est ainsi appelé parce que l'énergie produite n'est pas de l'électricité, mais plutôt de la chaleur, qui peut ensuite servir à chauffer l'eau ou encore l'air intérieur.

• Le solaire passif fait surtout référence à des techniques de construction et d'orientation des immeubles et des maisons, plutôt qu'à une technologie précise. Le solaire passif consiste essentiellement à bien orienter les immeubles, de façon à maximiser les gains solaires : beaucoup de fenêtres au sud, peu au nord, une bonne isolation, etc.

Le potentiel de l'énergie solaire est énorme. La future politique énergétique du Québec devrait inclure l'installation de milliers de systèmes solaires thermiques et PV. De plus, une politique de construction et d'aménagement urbain maximisant les gains solaires passifs doit être mise en place afin de bénéficier de cette forme d'énergie gratuite et renouvelable.

L'efficacité énergétique

Il est navrant de constater à quel point nos dirigeants accordent peu d'attention à l'efficacité énergétique. Au début des années 1990, Hydro-Québec a initié un ambitieux plan d'efficacité énergétique qui a été presque totalement abandonné en 1995. Le potentiel d'efficacité énergétique du Québec se situe à près de 7 TWh à un coût de 2,8 cents le kWh. Hydro, qui a repris la filière récemment pour répondre à une directive de la Régie de l'énergie, propose de développer un modeste 3,1 TWh. Pourquoi faire dans la demi-portion ?

Transports

Le ministère des Ressources naturelles de la faune et des parcs envisage desubstituer le gaz naturel au pétrole dans le secteur des transports. La substitution vers un autre combustible fossile est totalement inadéquate. Les écologistes ne cessent de le répéter, l'objectif ultime est de réduire le nombre de véhicules sur nos routes et d'augmenter d'autant les déplacements en transport en commun. C'est d'ailleurs ce que démontre toute la polémique autour du prolongement de l'autoroute 25 incluant la construction d'un pont à péage entre Montréal et Laval.

Le gouvernement du Québec devrait adopter les standards d'émissions tel que l'a fait l'État de la Californie qui a les normes les plus sévères en Amérique. Ces standards exigent des manufacturiers automobiles d'introduire un certain pourcentage de véhicules à faibles émissions polluantes ainsi que l'introduction de véhicules à « zéro émission ».

Nucléaire, out !

Hydro-Québec étudie présentement la possibilité de restaurer la centrale nucléaire Gentilly II près de Bécancour d'y engloûtir 1,2 milliard de dollars, l'estimation de départ était de 500 millions \$ et une étude faite pour le compte d'Hydro-Québec parle de coût pouvant atteindre 2,3 milliards de dollars ! La question du nucléaire ne devrait même pas se poser au Québec. Nous n'avons tout simplement pas besoin d'exploiter ce secteur à haut risque.

Emma Goldman : Propos d'une étonnante actualité



NÉE EN RUSSIE, mais ayant émigré aux États-Unis en 1885, l'anarchiste et féministe Emma Goldman a participé activement à une campagne contre la conscription lors de la Première Guerre mondiale. Elle organisa des manifestations contre la guerre, distribua quelques-unes des 100 000 copies d'un manifeste contre la conscription et fonda la Ligue Anti-conscription, dont les bureaux furent visités par la police. Goldman est alors arrêtée et déferée devant un jury pour complot. Dans son plaidoyer de défense, un passage frappe par son actualité :

« J'ai connu plusieurs personnes — et je suis l'une d'elles — qui ne sont pas nées ici, et qui n'ont pas demandé la citoyenneté américaine, mais qui aiment pourtant l'Amérique avec une passion plus profonde et une intensité plus grande que plusieurs natifs dont le patriotisme se manifeste en poussant, frappant et insultant ceux et celles qui ne se lèvent pas quand retentit l'hymne national. Notre patriotisme est celui d'un homme qui aime une femme en gardant les yeux ouverts. Il est enchanté par sa beauté, mais il voit ses défauts. Donc, nous aussi connaissons l'Amérique et nous aimons sa beauté, ses forêts, son Niagara et ses déserts. Et par-dessus tout, nous aimons ses gens qui ont produit sa richesse, ses artistes qui ont créé de la beauté, ses grands apôtres qui rêvent et travaillent pour la liberté. Mais avec la même émotion passionnée, nous haïssons

sa superficialité, son hypocrisie, sa corruption, sa vénération démente et sans scrupule à l'autel du Veau d'Or.

Nous disons que si l'Amérique s'est engagée dans la guerre pour rendre le monde plus sécuritaire pour la démocratie, elle doit premièrement sécuriser la démocratie en Amérique. Comment sinon le monde pourrait-il prendre l'Amérique au sérieux, quand la démocratie y est quotidiennement bafouée, la liberté d'expression supprimée, des rassemblements calmes dispersés par des brigands en uniforme dominateurs et brutaux, la presse libre encadrée et toute opinion indépendante bâillonnée. En vérité, pauvre comme nous le sommes en ce qui regarde notre démocratie, comment pourrions-nous offrir la démocratie au monde ? Nous disons de plus qu'une démocratie conçue par la servitude militaire des masses, par leur asservissement économique, et se nourrissant de leurs larmes et de leur sang, n'a rien d'une démocratie. C'est du despotisme — le résultat conséquent d'un enchaînement d'abus — que, selon un document dangereux, la Déclaration d'Indépendance [des États-Unis], le peuple a le droit de renverser. »

Le jury a reconnu Emma Goldman coupable. Elle fut condamnée à 10 000 \$ d'amende, et à deux ans de prison.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

« Le battement d'ailes d'un papillon... »

...provoque des remous à l'autre bout de la planète », affirme le dicton. André Caillé l'a fait sien et affirme que le mouvement des plaques tectoniques dans l'Océan indien, par un phénomène fort complexe, a complètement sucé les réserves d'eau derrière les barrages d'Hydro-Québec et qu'il faudrait par conséquent penser à construire cette centrale du Suroît parce que l'électricité n'est pas assurée dans plusieurs villes québécoises, notamment New York, Boston et St-Cyrille-de-Wendover. S'appuyant sur le cas du CHUM, il constate aussi que le gouvernement semble favorable à la logique de la réévaluation et qu'il faudrait peut-être en profiter.



MALAJUBE, Le compte complet (Dare to care/ Local) Non, ce n'est pas du bonbon que ce disque inusité qui en réfère au baseball (comme dans la vie) et qui ramène des claviers débordants de chatouilles et de vitales énergies auprès d'un power punk flirtant avec le tonic rock. Leur prose semble découpée dans les pages d'une pile de revues sauvées de la récupération. Blague à part : Le Bataillon, Le Métro, Les Dents sont des écrits qui parlent d'une désolation ambiante avec un humour qui fouette les sens en donnant envie de bouger.

Et c'est déjà un bout de chemin... à coup sûr.

HENRI BAND, Le tour du libraire (La Tribu/ Select) Il y a un bail que ces chantres lettrés et combatifs n'avaient pas décoché un album...

Le quatrième opus de ces agitateurs du folk rock québécois sont inimitables : jonglant avec langues et concepts, ils entonnent d'abord et avant tout d'étonnantes histoires qui décoiffent l'imbécilité où qu'elle puisse se terrer. Moi, Elvis pis les autres, Mon village et la propagande ou Danse macabre sont des chapitres tirés de ce tour préfacé Michel Faubert.

SWIFT YEARS, Three (Flaming Nora)

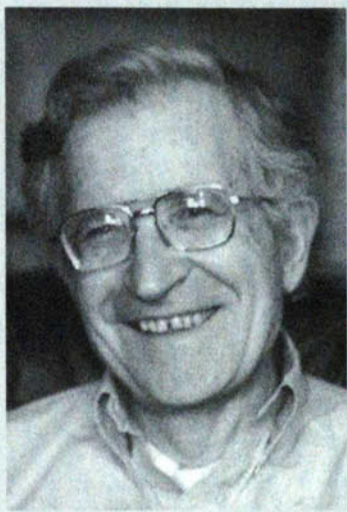
Trio de folk (celtique, tzigane et américain) à l'excentricité magique.

Cosmopolitisme résume leur ouverture sans frontière. Déjà qu'ils-elle sont d'origines européennes diverses (Hongrie, Écosse, etc.), que leurs expériences les ont fait jouer blues, reggae-ska, folk et chanson avec bien du monde, que Montréal les habite, que leur virtuosité ne sert qu'à allumer humour et gouaille... Guitare, mandoline/banjo et basse sont les outils pour bourgeonner des trucs qui grouillent ; telles La banqueroute d'Oscar Thiffault, des pièces traditionnelles ré-éclairées ou des compos inimitables de gouaille- Couldn't we ?

RAMON VITESSE

CIBL
101,5 FM

MUSIRONIE
samedi 18h30
101,5 FM



Chomsky, le pourfendeur

NOAM CHOMSKY est un politologue qui n'a pas bonne presse aux États-Unis. Les démocrates l'ont tout autant en horreur que les républicains. Le personnage dérange dans ce pays où le patriotisme est presque religion. Et son dernier essai n'a rien pour arranger les choses. *Dominer le monde ou sauver la planète?* – L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale ne s'attarde pas uniquement au côté va-t-en-guerre de l'actuel président. Chomsky, qui a l'habitude de ratisser large, y remet en cause tout « l'idéal wilsonien » de la politique étrangère américaine, se permettant même au passage d'écarter le mythe de bon président toujours accolé à Kennedy.

Et quel est cet idéal wilsonien, principe premier de la politique étrangère américaine? Chomsky l'explique en ces termes: « parce qu'elle est seule à embrasser et à manifester le but de l'Histoire, l'Amérique a le droit, et même le devoir, d'agir de la façon que ses dirigeants estimeront la meilleure, pour le bien de tous, que les autres le comprennent ou non. Et, à l'exemple de son noble et actuel second, la Grande-Bretagne, elle ne doit pas avoir peur de réaliser la fin transcendante de l'Histoire même si elle est "clouée au pilori" par les imbéciles et les rancuniers, comme le fut son prédécesseur en domination mondiale selon ses plus prestigieux avocats. »

Depuis le 11 septembre, Bush dit faire la guerre pour éradiquer le terrorisme. Or, l'administration Bush est contradictoire, car la définition officielle donnée à ce mot par la CIA est conforme aux milliers d'actes de violence autorisés par bon nombre de présidents américains. À commencer par Washington sur le peuple Iroquois. Des horreurs qui, par l'amorcellement des

victimes, rendent marginale la tragédie du *World Trade Centre*. Des actes de barbarie souvent minimisés par la presse officielle, mais que l'on retrouve à toutes les pages que contient le livre de Chomsky. En voici quelques exemples:

La terreur Kennedy à Cuba - Il imposa un embargo écrasant contre cette île qui était devenue, depuis sa « libération » de l'Espagne soixante ans plus tôt, « colonie virtuelle » des États-Unis. Kennedy a été l'instigateur de l'opération Mangouste, un programme d'opérations paramilitaires, de guerre économique et de sabotages qu'il lança fin 1961 pour déchaîner les « terreurs de la terre » sur Fidel Castro et, plus prosaïquement pour le renverser.

La terreur Reagan au Nicaragua - De 1981 à 1990, les *contras*, entraînés par vous savez qui, ont terrorisé une des populations les plus démunies d'Amérique centrale. Bilan: selon l'historien Thomas Carothers, alors haut responsable du Département d'État, les pertes en vies humaines, en proportion de la population, « ont été nettement plus élevées que le nombre d'Américains tués pendant la guerre de Sécession et toutes les guerres du XX^e siècle réunies. »

La terreur Clinton au Soudan - L'attaque aux missiles contre l'usine d'Al-Shifa en 1998 a entraîné plusieurs dizaines de milliers de morts. La CIA « savait qu'on allait détruire la source principale de produits pharmaceutiques et vétérinaires du pays, et ce qui allait probablement en résulter. » Nous sommes ici en pleine doctrine hégélienne qui fait des Africains « de simples choses ».

Chomsky emprunte la formule de John Rockwell du *New York Time*: « Depuis le 11 septembre, l'Amérique scrute l'abîme de l'avenir », mais ajoute que c'est la population qui scrute l'abîme alors que les dirigeants exploitent les peurs et les angoisses du moment. « Ils peuvent même prendre des mesures qui rendront

l'abîme encore plus profond et marcher droit vers lui, si cela sert les objectifs des puissants, des privilégiés. » L'Amérique de Bush mène l'humanité au bord du désastre sans préoccupation pour l'opinion publique internationale. Kyoto? Connaît pas. Le Tribunal pénal international? Pas pour nous. L'ONU? Oui, du moment qu'elle respecte notre désir de diriger le monde à notre gré.

Y a-t-il quelque espoir que l'humanité puisse se préserver de l'abîme? Chomsky met tous ses espoirs sur « ces mouvements de solidarité » qui se sont développés dans l'Amérique profonde au cours des années 1980 au sujet de l'Amérique centrale. « Jamais jusque là, autant de personnes issues d'une société impérialiste n'étaient venues en nombre partager la vie des victimes d'une odieuse agression pour les aider et leur apporter une certaine protection », écrit-il. Autre raison d'espérer: tous ces mouvements pour la justice globale qui se réunissent tous les ans au Forum social mondial.

« L'important, conclut-il, est de savoir si nous parviendrons à nous réveiller du cauchemar avant qu'il nous engloutisse tous, et de donner un peu de paix, de justice et d'espoir au monde; ce qui, aujourd'hui même, est à portée de nos moyens d'action et de notre volonté. »

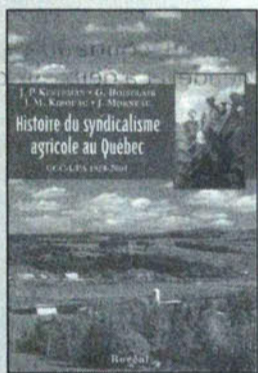
Souhaitons que, sur ce point là comme il le montra sur tant d'autres, il ne se trompe pas.

CLAUDE G. CHARRON



Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète?* – L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale Fayard, Paris, 2004.

Histoire du syndicalisme agricole: version officielle



AL'OCCASION DE SES SOIXANTE ANS, en 1984, l'UPA s'était payée les services d'un historien, Jean-Pierre Kesteman, qui a accepté d'écrire l'*Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-1984*. À l'époque, ce livre offrait la seule histoire complète sur le sujet. Il fut réédité en novembre

dernier, avec quelques augmentations qui prennent en compte les 20 dernières années.

Selon l'auteur principal, l'objectif est de « fournir aux agriculteurs du Québec une lecture globale, une vision à larges traits de l'histoire de leur principale association professionnelle ». Le livre, écrit-il, n'est pas « la version officielle de l'histoire de l'UCC-UPA », même si le projet « est né au sein même » du syndicat et qu'il a donné lieu à « un travail d'équipe imposant ». Travail d'équipe? Celle chargée de recueillir les données était composée d'un étudiant et de Jean-Marc Kirouac, une tête forte de l'UPA surnommé « M. Plan conjoint ». L'équipe du centre de documentation de l'UPA, que dirigeait Kirouac, a aussi prêté main-forte. En plus, un « comité interne » de lecture réunissant des dirigeants (dont le président de l'époque, Jacques Proulx) « a formulé d'intéressants commentaires et d'utiles suggestions » tout au long du processus. Ce qui veut dire, finalement, que Kesteman et son étudiant étaient les seuls n'appartenant pas à l'UPA et, en définitive, le résultat est une histoire officielle balisée par l'UPA.

Malgré cela, le livre raconte une belle et grande histoire qu'il vaut la peine de lire. L'agriculture québécoise a évolué rapidement depuis le début du 20^e siècle et l'histoire de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), devenue en 1972 l'Union des producteurs agricoles (UPA), est riche en péripéties, en grands moments de solidarité entre les agriculteurs et en victoires collectives. Le tout constitue une histoire riche et détaillée qui trace un portrait honnête et vraisemblable de l'évolution du syndicalisme agricole dans ses dimensions les plus significatives.

Le principal défaut de l'ouvrage réside dans son parti-pris pour une histoire des structures centrales de l'UCC-UPA et pour une narration qui met celle-ci en valeur, avec un enthousiasme parfois exagéré. Les conflits sont systématiquement minimisés et les bons coups de l'organisation centrale sont soulignés à gros traits. De plus, probablement sans le vouloir, les auteurs font ressortir la caractéristique principale de l'UPA, c'est-à-dire sa tendance à la centralisation, à la bureaucratisation et à l'extension de son pouvoir sur tous les aspects de l'agriculture.

Le meilleur exemple de la volonté de centralisation demeure l'obsession à propos du monopole

syndical. Depuis sa naissance en 1924, influencée par l'Église, l'UCC caresse le rêve de concrétiser l'unité de la classe paysanne. En 1929, le ministre de l'Agriculture avait élaboré un projet de loi sur le monopole syndical parce qu'il lui paraissait plus facile de négocier avec une seule organisation. Il n'eut toutefois jamais le courage de donner tant de pouvoir à l'UCC et le projet demeura dans ses tiroirs. Dans les années 1960, sortie renforcée de la lutte pour l'implantation des plans conjoints, l'UCC oriente son lobbying sur les questions du monopole et de la définition « moderne » du producteur agricole. Elle s'appuie sur des revendications ouvrières et rédige elle-même des projets de loi qu'elle soumet aux ministres. En 1972, l'UCC bénéficie de la montée du nationalisme québécois, qui fait peur à Robert Bourassa et le pousse à faire voter la loi sur les producteurs agricoles pour faire plaisir aux agriculteurs.

Depuis ce temps, motus et bouche cousue sur la contestation du monopole. Dans le livre, on vante les résultats du référendum et on ne dit presque rien sur la contestation du monopole. Pourtant, un agriculteur a déjà déposé une poursuite en Cour supérieure, disant que le monopole brime ses libertés fondamentales. Malheureusement, il était seul face à la machine de l'UPA et il fut débouté en 2000. Les auteurs du livre, même s'ils ont récolté des informations jusqu'en 2004, ne parlent pas de l'Union paysanne dans tout leur livre. Ils se contentent de citer, dans une note en fin de volume, le *Journal de l'Union paysanne* (et ils le citent tort, en plus). Il est aussi intéressant de noter que les auteurs mentionnent rapidement que la Fédération de l'agriculture biologique (FABO) et la Quebec Farmers' Union (QFA) se sont subitement affiliés à l'UPA en 2001 et 2002. On se garde bien de dire pourquoi, mais nous savons bien que la naissance de l'Union paysanne a fait peur à l'UPA, laquelle s'est empressée de s'assurer la fidélité des quelques-uns qui prétendaient encore à l'indépendance.

En conclusion, réaffirmons que le livre de Jean-Pierre Kesteman est absolument nécessaire pour la connaissance historique du Québec. Il offre une réelle synthèse, dans une langue très accessible, de la complexe histoire des luttes agricoles pour la reconnaissance de leur valeur. À la limite, on pourrait considérer comme normal que l'UPA soit impliquée dans le projet. Ce qui nous désole, c'est que le parti-pris pour les structures centrales soit si apparent et que les autres visions de l'agriculture et du syndicalisme agricole ne soient pas prises en compte. L'histoire véritable du syndicalisme agricole québécois reste donc à faire.

MARCO SILVESTRO

Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-2004, de Jean-Pierre Kesteman, G. Boisclair, J. Morneau et J.-M. Kirouac, Montréal: Éditions du Boréal, 2004, 455 pages.



Musique peu ordinaire...

Lundi 22h00
L'Oreille cassée:
musique avariée

Samedi 16h00
L'Homme Scalp:
musique du monde ordinaire

Dimanche 23h00
Fais-le toi-même:
musique domestique



CKRL MF 89.1 à Québec
câble 89.5
www.ckrl.qc.ca



Le Couac, février 2005, page 10

Potinage artistique

LA «GRANDE» JOURNALISTE DE «L'EXCELLENT» JOURNAL «D'INFORMATION» DE LA RUE SAINT-JACQUES, Nathalie Pétrowski, s'insurge que Mitsou Gélinas soit choisie à la place de Sophie Durocher pour animer *Au courant*, au réseau Newsworld de la CBC. L'émission «consiste à faire découvrir chaque semaine les réalités québécoises aux Canadiens anglais ou, si vous voulez, leur donner des nouvelles de leurs indigènes préférés», écrit Pétrowski (*La Presse* 19-5).



Nathalie «peau de vache» Pétrowski

Une femme douée pour se rendre ridicule

Richard «Surexposé» Martineau (Monsieur Sophie Durocher) et Pétrowski elle-même avaient accepté de collaborer à l'émission. Ils se sont désistés pour protester contre l'embauche de Mitsou.

«Imaginez mon étonnement en apprenant que ce serait Mitsou qui animerait notre panel??? Un coup parti pour quoi pas le bonhomme carnaval», a écrit Pétrowski. «Je croyais que c'était un *show* sérieux où on parlait du *hard news* et des relations entre Québec et Ottawa», a expliqué Richard Martineau (*La Presse*, le même jour).

Toujours à côté de la *track* ces deux-là. Si les chasseurs de têtes de la CBC les ont approchés, c'est visiblement parce qu'ils cherchaient des amuseurs publics, pas des journalistes sérieux. Ceux qui se souviennent de la quantité d'âneries débitées par Nathalie sur la peinture à l'époque de la «légendaire» émission *La Bande des Six* savent qu'elle est particulièrement douée pour se rendre ridicule en disant n'importe quoi sur un sujet auquel elle ne connaît absolument rien, pourvu qu'on lui en donne l'occasion. Sa chronique dans *La Presse* nous en fournit d'ailleurs la preuve avec une belle régularité. Quand à Martineau, c'est vrai qu'il est pas mal fort dans les *hard news*. Il se contredit tellement souvent dans ses éditoriaux, qu'il est probablement convaincu qu'il peut représenter à lui tout seul l'ensemble des points de vue du spectre politique québécois. Monsieur Pâte-à-Modeler.

Pour ce qui est de la pétillante Sophie Durocher, pour avoir admiré sa tentative de casser son image de petite-bourgeoise coincée (*Belle et conne*), on sait qu'elle exécute les danses indigènes avec une souplesse et une aisance pour le moins relatives. Ça craint.

Qui a bien pu avoir l'idée saugrenue de choisir ces trois guignols pour présenter le Québec aux Anglo? Les deux associés et la cloche ne seront pas engagés. Les Anglo du ROC l'ont échappée belle, et les Québécois aussi par la même occasion!

JACQUES BOUCHARD

Gros et Martineau

EXCLUSIF!



Martineau s'indigne...

SAVIEZ-VOUS QUE SELON RICHARD MARTINEAU, de la circulaire publicitaire *Voir* (6-01), le documentaire *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore, qui s'est pourtant mérité la Palme d'or du dernier Festival de Cannes, n'est qu'une «bouillie idéologique, mélangeant faits historiques, théories du complot, mensonges éhontés, demi-vérités et légendes urbaines»? Dans un exposé cousu de fil blanc, Martineau tente contre toute logique de nous convaincre que le film de Moore ne contient rien de crédible, rien de valable, rien de bon.

Il propulse à l'avant-scène deux fantoches pour justifier tant bien que mal ses chimères. Qui? Rien de moins que le réalisateur Denys Arcand, du film «*Les invasions barbares*», et l'auteur Dan Brown, du roman «*Da Vinci Code*».

Arcand, le premier à entrer en scène, est campé dans des vêtements qui ne lui vont pas (ceux d'un héros lucide et clairvoyant) et doit tantôt jouer les historiens notoires, tantôt les humanistes. Rôles difficiles à

jouer et qui prêtent plutôt à rire pour le réalisateur d'un film dont les plus grands mérites sont de s'attaquer à notre système de santé et à se moquer de nos rares esprits quelque peu critiques!

Brown, lui, joue le rôle du fantoche naïf et superstitieux, rôle en fait fort simple et fort effacé. Dans un grotesque amalgame, notre petit Richard Cœur de crapaud tente en fait de nous amener, sans grande discrétion, en discréditant Brown, à discréditer Moore. Les ficelles de nos personnages, on s'en doute, sont grosses comme du cordage de bateau. L'amalgame est tellement gros que personne, évidemment, à moins d'être ignorant comme une carpe, ne mord à l'hameçon.

Le texte laisse pantois, tellement qu'une seule question nous vient éventuellement à l'esprit: À quoi veux en venir ce pauvre Martineau avec toutes ces inepties? Au noble titre de Roi des vers de terre? Allez savoir...

BRUNO MARQUIS

Culture

Chaque semaine, *La Presse* publie une demi-page d'informations artistiques «internationales» (étatsunien) dans son cahier *Arts et spectacles*. Une semaine sur deux c'est Britney Spears (qui pue des pieds), l'autre c'est Paris Hilton (qui est une agacépissette). Samedi 15 janvier, grosse semaine, on a eu droit à Britney ET Paris.

Comme l'écrivait Foglia, «*La Presse* est devenue un très bon journal d'information». Un excellent journal d'information culturelle internationale, pourrait-il ajouter.

Avis public

Réduction des coûts de production oblige, les directions de *La Presse* et du *Journal de Montréal* annoncent que leurs torchons seront dorénavant imprimés avec de l'encre de Chine non syndiquée.

À vot' bon cœur

Tout en nous racontant les affres du magasinage de billets d'avion, la chroniqueuse de *La Presse* Lysiane Gagnon nous apprend qu'elle n'a rien contre ce qu'elle appelle le *offshoring*, la sous-traitance à l'étranger: «C'est peut-être un sacrifice que doivent faire les pays industrialisés pour aider les puissances émergentes à se développer.»

Les victimes de délocalisation seront heureuses d'apprendre qu'à la section professionnelle, elles ne doivent plus cocher chômeur, mais aide au développement.

Sélection de lectures indigestes: Rioux un peu

DANS SA CHRONIQUE DU 6 JANVIER AU DEVOIR, Christian Rioux décrit avec conviction comment les terroristes enfreignent les «règles» de la guerre, cet «état de droit» où l'on vise notamment «à épargner autant que possible les civils». Et comment les «djihadistes» nous ramènent «à un état de civilisation d'avant la guerre». Leur barbarie contre notre civilisation, en somme.



Christian Rioux en pleine réflexion

C'eût été néanmoins pertinent de préciser quelles récentes guerres ont pu atteindre ces louables objectifs. La seconde Guerre mondiale? Le Vietnam? L'Irak? Il est vrai qu'en Irak, d'après le réputé journal *The Lancet*, le nombre des victimes civiles fut limité: 98 000 à peine. «Autant que possible». Pas même un tsunami.

Plusieurs experts distraits considèrent pourtant que le pourcentage de victimes civiles n'a cessé de croître au cours des guerres du siècle dernier, passant de 10% à 90%. Mais sans doute ne sont-ils pas passés par Harvard.

L'historien britannique Eric J. Hobsbawm écrit par exemple que: «(...) les guerres ont de plus en plus visé l'économie et l'infrastructure des États ainsi que leurs populations civiles. Depuis la Première guerre mondiale, le nombre de victimes civiles de la guerre a été bien plus important que celui des victimes militaires dans tous les pays belligérants, sauf aux États-

Unis.» Le bombardement aérien en haute altitude, en particulier, rendrait difficile la distinction entre cibles civiles et militaires. Chirurgical peut-être, mais un peu sanglant.

Toutefois, *Le Devoir* du 10 janvier nous rassure fort à propos, soulignant judicieusement les perfectionnements de quelques guerres civilisatrices. Ainsi, page A4, on montre deux jeunes femmes vietnamiennes difformes, victimes civiles de l'agent orange parmi deux millions d'autres, ce remarquable composé de dioxine ayant contaminé les sols et causé «cancers, maladies respiratoires et (...) troubles génétiques». Page A5, on rapporte que Guantanamo constitue, d'après Amnesty Internationale, «l'incarnation même du non-droit» et «une tentative de se mettre au-dessus des lois de la part d'un gouvernement», indéniable progrès. Plus bas, en entre-filet, on signale que Pinochet conservait 8 millions de dollars dans une banque de Washington, ce qui n'est pas non plus sans intérêt. Enfin, on y lit que l'armée américaine aurait commis le 8 janvier deux bavures, tuant 18 Irakiens, dont plusieurs enfants, ce qui est dommage mais demeure collatéral à nos propos.

Si Christian Rioux concède du même souffle que la vision américaine du terrorisme est «un peu simpliste», il omet discrètement, par modestie, de mentionner son propre don pour s'inventer de singulières perspectives.

ALAIN VADEBONCOEUR

Lysiane, notre déboulonneuse



Lysiane «the snake» Gagnon, à l'époque de la mue.

À LA PRESSE, PAUL DESMARIS N'A PAS À QUÉMANDER. Lysiane Gagnon est toujours prête à utiliser ses talents pour discréditer ses compatriotes autant que faire se peut, démontrant ainsi aux lecteurs québécois qu'ils sont incapables de former un État français viable et démocratique en Amérique du Nord, et qu'il vaut donc mieux pour eux accepter leur statut de minorité au Canada.

Cette tâche de scribouilleuse qui tire plus vite que son ombre comprend des risques. Comme par exemple celle de mettre à tort sur le compte d'un supposé antisémitisme atavique des Canadiens français l'incendie d'une bibliothèque scolaire juive à Montréal. On sait ce que peut entraîner cette tendance à pousser nos concitoyens à se battre la coule au moindre incident. Au niveau de nos élus, cela nous a donné la malheureuse affaire Michaud. Et récemment la malencontreuse décision concernant le financement des écoles privées juives.

Et voilà que notre inquisitrice de service se fait maintenant déboulonneuse en s'attaquant au pourtant très prisé ministre de la santé. À Philippe Couillard, ce personnage hors normes qui semble un peu perdu dans la faune bien ordinaire de nos trop drabes politiciens. C'est le genre de personne que le PQ aimerait bien avoir dans ses rangs en ces jours de course au leadership larvé. Le genre de personne à qui bien des citoyens seraient prêts à ériger une statue de son vivant. Comme les cols bleus de Montréal l'ont fait pour leur bien-aimé ancien président.

En supposant, pour parler le langage à la mode, qu'il y ait statue virtuelle de Philippe Couillard, eh bien Lysiane l'a symboliquement déboulonnée de son socle. Dans sa chronique intitulée «Erratique et aberrant» (*La Presse*, 15 janvier), elle sous-entend que notre ministre de la santé et des services sociaux fait partie de «la bande de Sherbrooke», ce qui ne peut faire autrement que de nous rappeler «la bande des quatre», ce groupe de dissidents dont faisait partie la femme de Mao suite au décès de cette grande icône chinoise. La «bande de Sherbrooke», écrit la chroniqueuse, agit exactement comme les fonctionnaires de Québec diplômés de Laval, ils «sont peu portés à favoriser les projets de l'Université de Montréal».

Lysiane va plus loin dans sa diatribe contre le bon docteur Couillard: «Ce dernier, bien avant d'entrer en politique, avait publié dans *La Presse* des textes d'opinion plus que réservés au sujet du CHUM. On lisait entre les lignes que pour lui ce n'était pas une priorité, d'autant moins que le D^r Couillard n'a jamais participé à des travaux de recherche avancés (au lieu de faire des études postdoctorales, il a préféré aller pratiquer en Arabie Saoudite ce qui, il faut bien le dire, était financièrement plus intéressant).»

Et vlan! Tout cela n'est que procès d'intention. La grande famille libérale dont, — c'est une évidence — font partie les journaux Gesca, est en crise ouverte. Et il fallait en plus que, ces jours-ci, s'ajoute la question du financement des écoles privées juives! Dans le cas du CHUM, il semble que Jean Charest penche pour le site d'Outremont que l'on nomme dorénavant le site L'Acadie-Beaumont, question de paraître moins élitiste. Mais il y a l'incontournable docteur Couillard qui favorise le site Saint-Luc. Incontournable parce que le ministre a la cote auprès de la population.

Mais d'avoir trop forcé pour déboulonner l'honorable docteur de son socle, j'ai bien peur, Lysiane, que ton jupon dépasse.

CLAUDE G. CHARRON